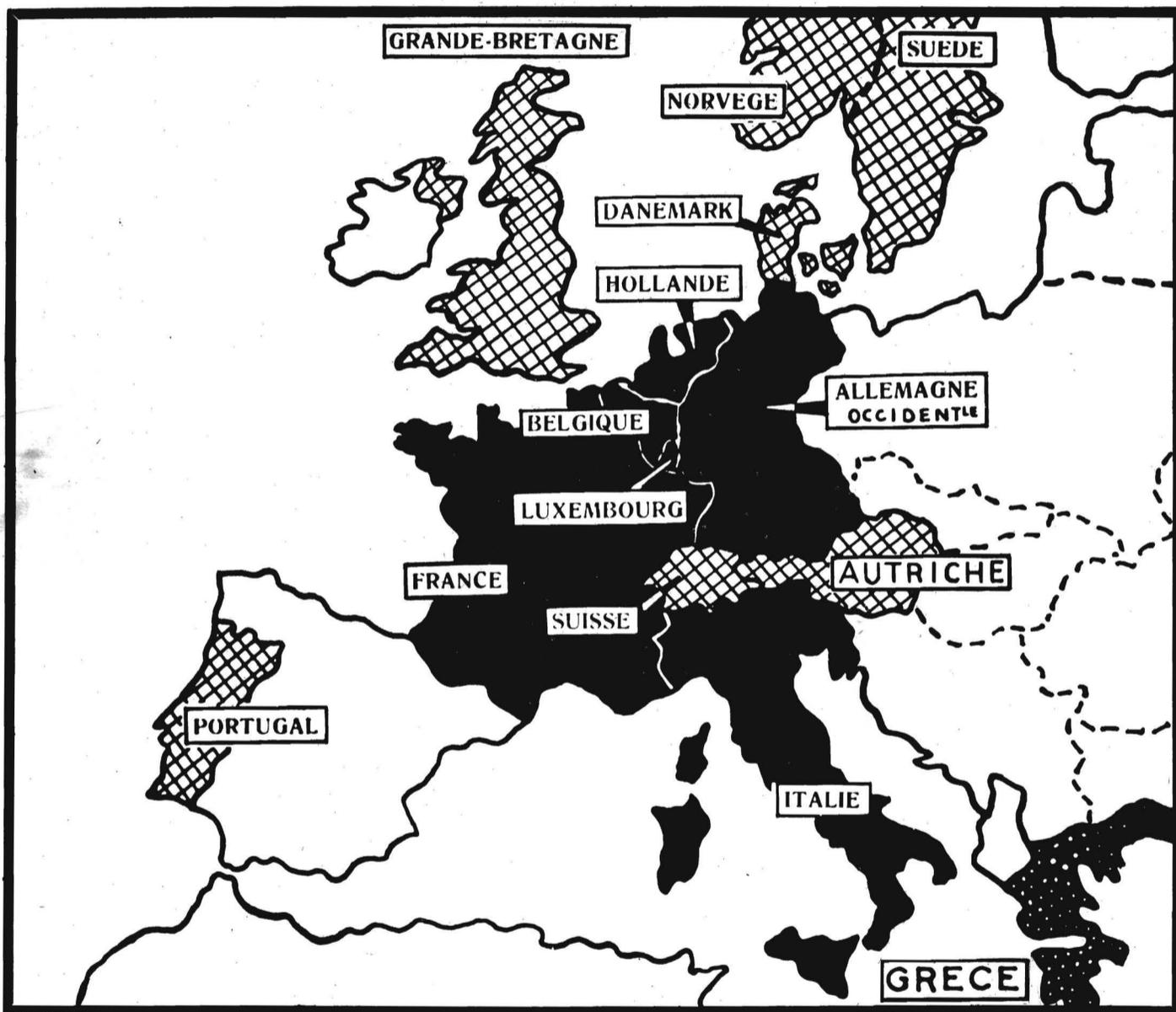


Tribune socialiste

N° 362 / 29 FÉVRIER 1968 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



L'Europe à 1, 5, 6 ou 13...

La discussion s'engage

Marc Heurgon

Trois faits d'inégale importance ont marqué la semaine politique. Jeudi, Félix Gaillard et Maurice Faure ont été désignés pour siéger au Bureau Politique de la F.G.D.S. On comprend mal la violence des réactions suscitées par cette promotion. Pourquoi tout ce bruit ? Les deux parlementaires qui accèdent aujourd'hui aux postes dirigeants de la Fédération ont certes au cours des

dix dernières années adopté des positions que nous avons violemment combattues ; ils n'ont pas dans ce domaine le privilège de l'originalité. Comme membres du Parti Radical, les nouveaux promus n'ont jamais caché leur scepticisme quant à l'alliance avec le P.C.F. et leur nostalgie des accords centristes ; ce sont là des options qui gardent des défenseurs tant chez les radicaux que dans la

S.F.I.O. Organisation composite, tiraillée par des poussées contradictoires, la Fédération préfère étendre le champ de son éventail politique plutôt que de développer son influence sur un secteur cohérent de la gauche ; un tel choix implique l'alternance du balancier, pour calmer les opposants à l'accord de samedi,

(suite page 3)



Colloque de Cachan

Lucien Saintonge
Manuel Bridier
Michel Rocard
Pierre Mendès France

L'industrie de la neige

Alain Echegut

La culture à Grenoble Villeurbanne Milan

Dominique Yvoire
Bernard Sizaire
Claude Glayman

Vietnam 21 février

LES POINGS SUR LES I
Procès des juges

Admirable procès ! Ce ne sont plus 18 Guadeloupéens qui sont jugés pour « atteinte à l'intégrité du territoire national », selon la belle formule de l'accusation. Celui qui est jugé, c'est le régime actuel de la France, c'est le gaullisme ; autrement dit le capitalisme.

Admirable procès ! Grâce à 18 hommes — devant lesquels je m'incline, car ils sont le sel de la terre, car ils sont ce que nous souhaitons que soit l'homme : intelligence, courage, lucidité, fraternité — la sordide vérité éclate en plein cœur de Paris, hurle aux oreilles d'un peuple matraqué par les mass-media, d'un peuple qui a abdiqué sa légende pour se repaître du mot d'ordre de Guizot actualisé : *Enrichissez-vous ! A quoi il convient d'ajouter : Consommez !*

Par 18 voix, la Guadeloupe opprimée, enchaînée, couverte de poux et de plaies, clame sa misère. La longue patience dont elle a témoignée face à ses oppresseurs et exploités résumés dans un visage de CRS inculte et brutal, la volonté enfin d'en finir avec une ère révolue.

Le vieux colonialisme ne peut plus prétendre assujettir le peuple guadeloupéen comme autrefois. Une prise de conscience a eu lieu. Les vents du tiers monde ont balayé les consciences de l'île. Les névroses et les terreurs anciennes ont été vaincues. L'homme guadeloupéen sait dorénavant qu'il existe. Le gouvernement de Paris aurait vraiment tort de refuser de le comprendre.

M. Billotte est décidément un cancre. Il n'a rien saisi du sens de l'histoire. Il continue d'adorer le folklore et les images d'Epinal de jadis. Cela risque de lui coûter cher.

A l'heure du néo-colonialisme, la France veut sauver le « colonialisme de papa ». Serait-ce parce que les Guadeloupéens, comme tant de peuples, regardent du côté du socialisme. Au fond, cela vaut peut-être mieux pour le peuple guadeloupéen qui pourra, dans l'épreuve, cerner mieux les véritables solutions de salut, plutôt que de s'en remettre aux bons docteurs manipulés par la métropole.

Ce procès n'est qu'une péripétie. La Guadeloupe a déjà triomphé, par-delà cette farce judiciaire qui oppose un mort à 18 vivants.

André LAUDE.

Chômage et indemnisation partielle

Qui ou que pouvait bien représenter ce Monsieur Huvelin en se rendant chez Monsieur Pompidou, au lendemain de la signa-

ture de l'accord sur le chômage partiel ? Le C.N.P.F. mais sûrement pas le patronat.

Ces longues négociations menées avec les syndicats ouvriers, si elles ont apporté un petit bout de réponse à un problème qui demeure entier, auront surtout permis de mettre en question la représentativité du C.N.P.F. Que n'a-t-on pas dit ou écrit sur l'unité patronale ? On ne compte plus les reproches adressés par les patrons à la pluralité syndicale qui nuit à la négociation. Qu'il nous soit permis de préférer cette pluralité, qui en fait n'empêche rien, à la fausse unité patronale. Il est, nous semble-t-il, trop facile pour les adhérents du C.N.P.F. de dire « Monsieur je peux sortir ? » et ainsi de n'être plus concerné par ce qui se dit ou se signe.

En attendant, 600 000 travailleurs, ceux qui sont les plus touchés par le chômage partiel, ne sont pas concernés par l'accord. Cela n'inquiète personne au C.N.P.F., alors que les organisations ouvrières ont unanimement protesté.

Le syndicat patronal sort affaibli de cette confrontation. Il a laissé apparaître un certain nombre de contradictions, qui font considérer qu'il n'est plus cette citadelle que les travailleurs hésitaient à prendre d'assaut. Hélas, le C.N.P.F. trouvera toujours un ministre pour l'aider à sauver les apparences. C'est pour lui l'essentiel !

Les centrales ouvrières, pour ce qui les concerne, ont remarquablement participé à ces négociations. Devant un patronat divisé, elles ont eu des positions unitaires, qui ont permis la signature d'un accord alors que jusqu'ici le C.N.P.F. n'acceptait que des « recommandations ». Arriver à décider que l'indemnisation patronale (1,10 F à Paris, 1,05 F en province) sera égale à celle du gouvernement, c'est une victoire sur le patronat. Malheureusement, si les chômeurs sont secourus, la question du chômage reste posée dans sa totalité.

Il reste aussi ces 600.000 travailleurs, écartés de l'accord par leurs patrons. Toutes les centrales ouvrières déclarent qu'elles vont intensifier l'action revendicative dans les secteurs en question (habillement, jouets, fourrures, etc). Mais quelles peuvent être les possibilités d'action dans ces secteurs où les travailleurs connaissent déjà d'énormes difficultés ?

L'attitude de la C.F.D.T. qui a refusé de signer l'accord, est courageuse et significative de la politisation de plus en plus grande de la confédération. Il fallait que quelqu'un pose cet acte de refus. La position de la C.F.D.T. fait retomber la responsabilité de la limitation de l'accord sur le seul C.N.P.F. Mais l'accord existe pour quelques milliers de travailleurs qui, hélas, risquent d'en avoir besoin dans les prochains mois.

Jacques FERLUS.

Les maux de la Loire-Atlantique

La Loire-Atlantique a connu l'année dernière le dur conflit de Saint-Nazaire. Pendant quelques semaines, la région nantaise a été le centre du combat ouvrier. Depuis, rien. On n'en parle pour ainsi dire plus. Comme si tous les problèmes avaient été résolus.

Quoi qu'il en soit, les travailleurs de la Loire-Atlantique ont désormais mauvaise réputation.

On ne refait pas un « Saint-Nazaire » tous les mois, ni même tous les ans. Pourtant il le faudrait bien, car, dans la région on commence à « s'habituer » aux licenciements et aux réductions d'horaires. Si l'année 1967 a été mauvaise, 68 ne s'annonce pas meilleure. On s'attend à d'importants licenciements à Sud-Aviation. Les projets de concentration dans les chantiers navals font craindre une nouvelle détérioration de la situation. Dans d'autres entreprises (Francisol, DCANL, Le Blanzay...) c'est par dizaines, et parfois même par centaines, que les emplois sont supprimés.

En janvier dernier à Saint-Nazaire il y avait 350 chômeurs secourus et 1 781 demandeurs d'emploi. La moindre offre d'emploi publiée dans le journal du matin attire la foule : la SOGEQUI propose une place, à 9 heures le matin 37 personnes se sont déjà présentées. Une place d'employée de maison : 100 demandés — une offre pour une vendeuse : toute la classe du C.E.T. se présente.

Entre 1954 et 1962, 16.000 jeunes ont quitté la région nantaise, leur nombre augmente chaque année de 30 %. Actuellement les départs hors du département équivalent au nombre de jeunes qui entrent sur le marché du travail. A Nantes 79 % des manœuvres ont moins de 25 ans.

Le problème des jeunes est sûrement pour le département un des plus cruciaux. Depuis les grands licenciements de 1964 dans les chantiers navals, les syndicats demandent

Tribune Socialiste

Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche

Directeur adjoint
Claude Glayman

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

*Publicité générale au Siège
de l'administration*

Directeur de la Publication
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1968

une généralisation de la pré-retraite pour les travailleurs de plus de 60 ans. Aux dernières nouvelles, Monsieur Chirac, ministre des Affaires (soi-disant) sociales, ne serait pas hostile à une telle pratique qui permettrait d'intégrer les jeunes titulaires d'un C.A.P. Mais si Monsieur Chirac gouverne, il ne commande pas ; comme le patronat est opposé à ce projet rien ne sera sans doute fait. Selon eux, cela aboutirait, à plus ou moins long terme, à une généralisation de la retraite à 60 ans, d'où augmentation pour les patrons des charges de Sécurité sociale. Pourtant nous connaissons bien des cas où l'on ne se gêne pas pour mettre des travailleurs en retraite anticipée.

Que les chômeurs et les futurs chômeurs de la Loire-Atlantique se rassurent, dans les trois prochaines années, on va créer chez eux 1 700 emplois nouveaux, autant que ce qu'il y a de demandes, en janvier 1968, pour la seule ville de Saint-Nazaire. De quoi se plaignent-ils ?
(Documentation communiquée par la Fédération P.S.U. de Loire-Atlantique.)

CUBA 68 :
un voyage vers le socialisme

Des voyages de rencontres et de connaissance du pays sont organisés vers Cuba du 15 juin au 15 septembre. 7 jours de circuit, 13 jours de séjour.

Faites-nous savoir si vous souhaitez y participer. Vous recevrez, Programme, Conditions et Bulletins d'inscription.

Nom et prénom

Adresse

Nombre de personnes

Dates souhaitées

Retournez ce bulletin à : « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi, Paris 15^e. Il sera répondu à toutes les inscriptions avant le 10 mars.

La discussion s'engage

(suite de la page 1)

il était habile de désarmer les hésitants par le gage donné jeudi. Il n'y a dans tout cela, rien de particulièrement nouveau.

**

La déclaration publiée samedi par la Fédération et le Parti Communiste, verse un document important au débat de la gauche. Les états-majors des deux formations se sont donné pour tâche d'ouvrir devant l'opinion le dossier de notre avenir. Nous ne perdrons pas notre temps à discuter sur la procédure adoptée ; voilà des mois que nous réclamions que la discussion s'engage sur le fond ; elle est désormais ouverte, bravo ! Il faut maintenant qu'aux différents échelons la confrontation se poursuive. Ce rapport introductif n'aura de portée, chacun le sent bien, que si, sorti des bureaux qui l'ont vu naître, il provoque partout discussions, critiques et modifications, afin de déboucher sur un programme commun des masses populaires. C'est dans la mesure où celles-ci se reconnaîtront dans les objectifs proposés qu'elles se batront pour les atteindre et qu'elles créeront une alternative au régime du silence et de la soumission.

Il n'est pas question d'amorcer ici une étude détaillée du document P.C.-F.G.D.S. Qu'il suffise de mentionner quelques premières réactions.

1. La partie qui concerne les institutions est celle sur laquelle s'est fait apparemment le plus large accord entre les deux formations. Nous n'avons pas voté la constitution de 1958, mais nous n'engagerons pas à son sujet une bataille de surenchère. Nous ne poserons pas non plus pour l'instant le problème soulevé par le mode de désignation du chef de l'Etat, tout en remarquant que le silence de la gauche sur ce point implique son ralliement tacite à l'élection au suffrage universel. Nous ne pouvons que nous réjouir de voir la notion de contrat de législation, proposée par Pierre Mendès France voilà plus de six ans, admise maintenant par toute la gauche. En fait l'accord reste limité au niveau des principes dans la mesure où chacun des deux partenaires se ménage la possibilité d'imposer sa conception en cas de conflit : la F.G.D.S. tient à conserver de grands pouvoirs à un Président qu'elle espère bien voir choisi en son sein ; le P.C.F. conteste par avance le pouvoir d'arbitrage de ce Président.

2. La volonté de rendre au Parlement les droits qui sont les siens a conduit les rédacteurs à n'attacher qu'une attention trop rapide à la bataille qui se situe au niveau des grands ensembles, des collectivités

urbaines et rurales, de la démocratie et de l'autonomie régionale. La banalité de la phrase sur « l'autonomie des collectivités locales », la vague référence à « une certaine décentralisation »... attestent à quel point le P.C.F., la S.F.I.O. et le Parti Radical abandonnent difficilement les vieilles ornières de l'Etat jacobin et centralisé. Parce que la démocratie en 1968 ne se situe plus seulement au niveau du Parlement et des Conseils Généraux, parce que la réponse à la technocratie autoritaire passe aujourd'hui par la reconnaissance des réalités régionales sur les plans économique, culturel et aussi politique, la gauche nouvelle poursuivra avec acharnement le combat entrepris par elle depuis deux ans pour que l'on n'esquive plus les véritables problèmes.

3. A l'heure où l'Université est au pied du mur et où la transformation des structures, des méthodes et du contenu est à l'ordre du jour, à l'heure où les choix du gouvernement en matière de recherche mettent en cause l'ensemble du développement culturel et technique de la société, il est regrettable de ne relever aucune proposition sérieuse dans ces domaines. L'absence de toute référence à la réforme de l'Enseignement Supérieur fait douter qu'un gouvernement de gauche puisse vaincre la résistance de l'Université libérale tout en résistant à l'offensive technocratique.

4. La définition des objectifs et des moyens d'une politique économique et sociale ne pose pas de problèmes insurmontables dès lors que l'on rassemble les principales revendications des travailleurs et que l'on évite de poser le problème des délais et des arbitrages entre les besoins et entre les différentes stratégies industrielles possibles. Il reste que les deux formations ne situent pas ce développement dans le même contexte puisqu'à l'intérieur le P.C.F. considère que la nationalisation constitue l'instrument moderne de développement économique, thèse que n'accepte pas la F.G.D.S., tandis que pour l'extérieur cette dernière vise à accélérer le processus de l'intégration européenne, ce que ne souhaite pas le Parti Communiste.

5. Le domaine de la politique extérieure constitue évidemment le point le plus faible de la déclaration et les rédacteurs l'ont bien reconnu puisqu'ils s'engagent à explorer dans ce domaine « les possibilités de nouveaux rapprochements ». Il y a toujours non pas une mais plusieurs politiques étrangères de la gauche. Personne ne croira à la vraisemblance d'un gouvernement de la gauche, tant que celle-ci n'aura pas surmonté ce qui reste la cause essentielle de

sa paralysie. Le P.S.U., quant à lui, ne peut se contenter de jouer les Ponce Pilate. Il se doit d'affirmer que sauf en matière européenne où sa position se distingue nettement de celles de ses deux partenaires, il est beaucoup plus proche des positions du Parti Communiste que de celles de la Fédération de la Gauche. Oui nous sommes solidaires de la lutte du peuple vietnamien contre l'agression américaine et nous affirmons que le F.N.L. est le seul représentant authentique du peuple sud-vietnamien. Après les résultats de l'offensive du Front de Libération, on reste stupéfait de voir la F.G.D.S., désavouant la récente motion de la Convention des Institutions Républicaines, s'accrocher à un texte équivoque et maintenir quelque crédit aux fantoches de Saïgon. La Fédération en est à soutenir la thèse des responsabilités partagées entre l'agresseur et l'agressé, elle continue à suivre l'évolution de la guerre avec un temps de retard, et ne se rallie qu'après coup au verdict des faits. Sans être capable de peser en quoi que ce soit sur les événements, comme pendant la guerre d'Algérie, une force qui se prétend à gauche reste absente du combat où s'affirme de plus en plus l'unité de la gauche.

Oui le P.S.U. dans le conflit du Moyen-Orient continue à affirmer comme l'a fait son Congrès que l'évacuation par l'Etat d'Israël des territoires occupés par lui est la condition de toute négociation pouvant déboucher sur un règlement du conflit et la reconnaissance de cet Etat. Les hésitations de la F.G.D.S. se traduisent par une phrase ambiguë qui prône la « fixation définitive des frontières » et suggère « des modifications négociées » ; ou cela ne veut rien dire ou il s'agit bien là d'une porte ouverte à la légitimation des annexions projetées par Israël.

En fait, le débat est ici global et ne peut se limiter à une étude sectorielle des principaux foyers de tension. On connaît la position du P.S.U. Les analyses de notre V^e Congrès, les textes du Comité Politique adoptés depuis, rappellent que pour nous il n'est pas de combat pour le socialisme qui ne soit en même temps une lutte de tous les instants contre les différentes formes de l'impérialisme américain. Or, il est dans la déclaration de la F.G.D.S. une phrase particulièrement importante et qu'il faut citer en entier. « Tant qu'une nouvelle situation mondiale et européenne n'aura pas été établie, elle estime qu'une rupture unilatérale des alliances actuelles de la France et notamment de l'Alliance atlantique, serait dangereuse. » Quel aveu d'impuissance pour une force de gauche que cette reconnaissance de son incapacité à modifier en quoi que ce soit la situation présente, de se situer en objet passif et non pas en sujet. Voilà qui fixe la place de la F.G.D.S. en deçà du gaullisme et qui beaucoup plus que la promotion d'un Gaillard ou d'un Maurice Faure l'inscrit dans le voisinage des Centristes et dans l'or-

bite des Américains. Il n'y a pas, il n'y aura jamais aucune entente possible de toute la gauche sur ces bases.

**

Samedi et dimanche, au moment où s'achevait la délibération des instances du P.C. et de la F.G.D.S. sur la déclaration commune à ces deux formations, c'est une discussion d'un genre différent qui se déroulait à la mairie de Cachan. A l'initiative des « Rencontres Socialistes de Grenoble » et de « la Gauche Européenne », les participants consacraient deux journées très pleines à examiner les problèmes que la gauche française devra demain affronter dans un domaine qui la concerne directement, celui de la construction européenne. On avait voulu assurer une plus grande homogénéité en ne rassemblant que ce qu'on appelle « la gauche non communiste ».

La première démonstration apportée par ce colloque c'est qu'aucun accord sur le fond ne justifie un tel regroupement. On a certes pu critiquer l'attitude trop négative du Parti Communiste face à la construction européenne et dénoncer le repli auquel nous conduit le nationalisme gaulliste. Mais par-delà les discussions sur l'extension de l'Europe des Six ou sur la supranationalité, un clivage essentiel s'est manifesté. Les orateurs du P.S.U. ont montré comment une extension trop rapide du processus d'intégration européenne favoriserait l'adoption d'une orientation atlantique et ferait obstacle à toute tentative d'expérience socialiste. L'esquisse d'une politique européenne différente, fut présentée par Michel Rocard, celle-ci accepte certes des risques, mais elle est seule à pouvoir concilier le socialisme et l'Europe et permettre à l'unité de la gauche française de s'affirmer au-delà des désaccords actuels.

Ainsi, sur chaque problème, s'affirme l'attitude que le P.S.U. adoptera dans la discussion qui s'ouvre sur le programme commun de la gauche : proposer inlassablement non les compromis qui esquivent les difficultés mais les solutions qui permettent de surmonter les divergences du passé et de répondre aux conditions du socialisme d'aujourd'hui. □

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e)



Richard Dartigues lit le message de Pierre Mendès France.

Cachan : Une réflexion sur le fond

Lucien Saintonge

A Cachan, les 24 et 25 février derniers, se déroulait le colloque organisé en commun par les « Rencontres Socialistes de Grenoble » et la « Gauche Européenne » sur le thème « La Gauche et l'Europe ».

Les différents participants devaient buter sur la contradiction suivante : le socialisme semble ne pouvoir s'épanouir que dans le cadre européen, mais en même temps il est clair que l'Europe libérale actuelle, ses composantes politiques, son traité et ses réalisations multiplient les entraves au développement du socialisme.

Le rapport présenté par R. Fossaert (Rencontre Socialiste de Grenoble) n'esquivait pas la difficulté (contrairement à celui de Squercioni) ce qui devait le conduire à la recherche d'une « stratégie du compromis » et à un essai de définition de la marge de manœuvre laissée à un gouvernement de gauche désireux de transformer les structures économiques et sociales de son pays sans pour autant rompre avec le cadre européen, retourner à l'autarcie et au protectionnisme économiques.

Il n'en fut malheureusement pas de même des interventions de nombreux membres de la Gauche Européenne (notamment de MM. Constant, Jacquet, Garnier, Theron...) qui se refusaient visiblement à prendre en considération les termes dans lesquels le représentant des Rencontres Socialistes de Grenoble avait posé le problème. Ce qui intéressait Max Morel, c'était plus la longue tradition démocratique, la puissance du mouvement travailliste anglais par lesquels il justifiait la nécessaire entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE que les liens préférentiels de la Grande-Bretagne à l'égard des U.S.A., les 600.000 chômeurs anglais et le renforcement de l'Europe libérale qui découlerait d'une adhésion britannique inconditionnelle.

Quant à Christian Pineau il n'hésita pas à dissocier d'emblée la construction d'une Europe politique

« valable quel que soit le régime social » de la construction du socialisme en France.

François Mitterrand, fort de son expérience au Parlement Européen, fit preuve de réalisme en constatant le profond décalage entre la réalité européenne libérale et l'aspiration socialiste. Le C.E.R.E.S. par la voix de Henin stigmatisa quant à lui, avec quelque virulence et clairvoyance la social-démocratie italienne, allemande et anglaise. Il en arriva logiquement à rejeter tout pouvoir supranational.

Mais on remarque surtout l'importante déclaration d'André Jeanson, de la C.F.D.T., qui se déclara d'accord avec la méthode d'approche de Fossaert, dénonça la confiscation de l'Europe par les forces capitalistes et insista sur la nécessaire concertation tant au niveau français qu'euro-péen entre forces syndicales et forces politiques dans le respect de l'autonomie de chacun.

Médard-Lebot (syndicaliste agriculteur de l'Ouest) montra la nécessaire mobilisation des paysans des régions défavorisées contre les orientations libérales du Marché commun actuel.

Le colloque entendit encore des interventions de G. Martinet, J. Bénard, qui apportèrent une contribution importante à la recherche esquissée par R. Fossaert.

Puis, Roland Cayrol regretta que ce colloque ne fût pas celui de l'ensemble de la gauche puisque le P.C. en était absent et indiqua la nécessaire condamnation de l'impérialisme américain comme l'avait justement souligné P. Naville.

Ce dialogue, établi entre la Gauche Européenne social-démocrate et les Rencontres Socialistes de Grenoble fut souvent un dialogue de sourds tant l'analyse de la réalité européenne, la méthode d'approche des problèmes et la conception même du socialisme sont différentes. Il reste que la participation à cette discussion de syndicalistes ouvriers et paysans est une contribution indispensable à l'élaboration d'une stratégie

commune des forces socialistes en Europe occidentale.

Nous publions ci-après des extraits des interventions de nos camarades M. Bridier (ci-dessous), M. Rocard

(pages 5 et 6) et P. Mendès France (page 7). Nous publierons prochainement les passages importants des exposés de P. Naville et J. Malterre. □

Intervention de Manuel Bridier

Manuel Bridier, membre du Bureau national, intervient au nom du P.S.U. sur ce qui devrait être la politique de l'Europe à l'égard des pays du tiers monde.

Les objectifs de la coopération européenne doivent être profondément transformés. Il ne doit plus s'agir d'apporter aux pays du tiers monde le ballon d'oxygène qui leur permet de ne pas mourir et de continuer à être le prolongement de l'économie capitaliste européenne. Il s'agit de leur permettre de s'affranchir des tutelles extérieures et de notre propre assistance et de créer les conditions d'une évolution positive de leurs structures internes.

L'octroi de préférences aux produits manufacturés en provenance des pays sous-développés, évoqué dans le rapport Squercioni, est à coup sûr un moyen d'y parvenir. Encore faut-il que les pays reçoivent les moyens de développer effectivement une industrie, ce qui implique une reconversion complète des critères actuels du Fonds et de la Banque Européenne d'Investissements, liés à une conception étroite de la rentabilité capitaliste des entreprises et à l'opposition irréductible à toute intervention publique dans les secteurs productifs.

Le financement de cette industrialisation ne peut cependant être assuré, au stade actuel du développement, que par le profit tiré des exportations agricoles. Chacun le sait, les aides accordées par les pays industriels ne sont qu'une compensation du vol manifeste qui s'exerce à travers les mécanismes du commerce international, à travers la détérioration des termes de l'échange. Il s'agit de faire en sorte que les pays du tiers monde puissent s'affranchir de la mendicité en s'affranchissant du vol, en retirant de leur travail une juste rémunération.

L'idée d'une garantie annuelle des recettes, avancée ce matin dans l'un des rapports, paraît a priori séduisante. Son application pratique me paraît cependant malaisée. Ne risque-t-elle pas de dissocier une fois de plus les ressources financières des pays sous-développés de la valeur effective de leur travail ? Il serait, à mon avis, plus réaliste et plus juste de rechercher l'équilibre des cours dans la mise sur pied de mécanismes monétaires associant les liquidités internationales aux stocks de matières premières — comme l'a proposé notre camarade Mendès France — et dans la signature de contrats commerciaux à long terme.

Comment enfin ne pas approuver la conclusion du rapporteur sur la nécessité d'une stratégie globale du développement ? Nous sommes ici au cœur du problème. Une telle

stratégie globale ne saurait sortir en effet de la seule décision des Six, dans le cadre des institutions du traité de Yaoundé. Elle implique la concertation entre les uns et les autres, la refonte complète des structures en vue d'une participation effective des représentants du tiers monde à la recherche et aux décisions comme au contrôle de leur exécution, que ce soit dans le domaine des investissements et dans le domaine d'une coopération technique élargie.

Enfin — et c'est par là que je voudrais conclure — il demeure que les meilleures institutions ne seront rien sans les forces économiques et sociales qui les animeront.

Une conception socialiste de la coopération avec les peuples du tiers monde suppose l'élimination du colonialisme dans notre propre pays, la nationalisation des compagnies de navigation, des assurances maritimes, du commerce avec les pays aidés, de tous les secteurs parasitaires qui sont aujourd'hui les véritables bénéficiaires de la coopération.

Ce sont là des choses que nous devons, que nous pouvons inclure dans un programme commun de la gauche. Nous ne pouvons cependant nous faire trop d'illusions sur les chances de faire aboutir de telles mesures au niveau de l'Europe entière, non plus d'ailleurs que dans les pays sous-développés dirigés par les bourgeoisies nationales néo-colonialistes.

Dans ce domaine comme dans les autres, les meilleures institutions européennes ne mettent pas fin à la lutte des classes elles constituent seulement le cadre nouveau dans lequel ces luttes se développent.

C'est assez dire que le problème des relations de l'Europe avec le tiers monde n'est pas seulement celui des Etats, celui des gouvernements, mais celui des peuples. C'est aussi le problème des relations entre les partis et les syndicats de la classe ouvrière européenne et les forces populaires du tiers monde.

La coopération des Etats et des gouvernements ne serait rien sans cette coopération des peuples, sans cette convergence de nos luttes, en Europe et dans le tiers monde, contre l'impérialisme sous toutes ses formes. C'est à ce prix que nous donnerons un sens aux institutions dont nous parlons ici. C'est à ce prix que nous apporterons notre contribution à la lutte mondiale des hommes pour le mieux-être et la dignité. □

Intervention de Michel Rocard

Après avoir rappelé le bilan, douteux pour les travailleurs, de 10 ans de construction européenne, et les incertitudes pour l'avenir, Michel Rocard attribue ces difficultés à l'incapacité des rédacteurs du Traité de Rome de concevoir un modèle de développement différent de celui du capitalisme néolibéral. L'Europe n'aura pourtant un sens pour les travailleurs qu'en se donnant des objectifs en opposition radicale avec ceux qui sont poursuivis à l'heure actuelle aux Etats-Unis et il décrit quelques-uns de ces objectifs.

Nous reproduisons ci-dessous de très larges extraits des parties les plus importantes de son intervention :

Elles traitent de l'orientation extérieure de l'Europe et définissent une politique socialiste en Europe.

C'est en effet dans ce domaine que se posent les problèmes les plus immédiats. Politique de l'Europe vis-à-vis des investissements américains, adhésion de la Grande-Bretagne et évaluation du risque qu'elle comporte de voir l'Europe se diluer dans une vaste zone de libre-échange atlantique, politique de coopération avec les pays du tiers monde et certains d'entre eux de manière privilégiée, politique monétaire internationale, politique douanière du Marché commun, attitude devant le problème allemand, tous ces problèmes, sans aucune exception, sont très étroitement conditionnés par un choix fondamental, celui des relations entre l'Europe et les Etats-Unis.

C'est donc ce choix qu'il faut maintenant examiner, non plus en fonction de nos objectifs internes, mais en fonction de la situation mondiale.

Les milieux dirigeants américains sont de plus en plus intolérants à toute volonté d'indépendance dans le tiers monde. On connaît les événements du Guatemala, de Cuba et de Saint-Domingue, comme le soutien public en de nombreuses dictatures militaires d'Amérique latine, que parfois les Etats-Unis ont contribué à mettre en place. On sait moins l'extraordinaire renforcement du commandement militaire sud, installé à Panama, disposant de « conseillers » dans toutes les républiques de l'hémisphère, et spécialement chargé de la répression des évolutions subversives. Mais où commence la subversion ? avec la seule exigence d'une réforme agraire ?

La guerre du Vietnam ne poursuit

pas d'objectifs directement économiques. Elle a pour objet de préserver l'équilibre politique dans cette région du monde, équilibre caractérisé par la présence physique des militaires américains dans la plupart des pays d'Asie du Sud-Est.

L'affaire grecque montre aussi jusqu'où peut aller cette forme de complicité entre des bourgeoisies nationales menacées et des éléments américains parfois à peine contrôlés par leur Gouvernement, mais couverts après coup.

Si l'on ajoute à cela que les Etats-Unis ne se sont jamais vraiment prêtés à une politique d'aide désintéressée vis-à-vis du tiers monde, ni même à un effort efficace de stabilisation des cours des matières premières dont pourtant leur puissance leur donne les moyens, si l'on ajoute encore que la guerre du Vietnam tourne au génocide, avec les longues conséquences psychologiques et politiques que cela suppose, si l'on ajoute enfin qu'une gigantesque famine mondiale s'annonce pour dans une décennie, alors il n'y a qu'une conclusion.

L'Europe a un urgent besoin de se désolidariser de cette politique inadmissible, pour pouvoir contribuer ensuite à préserver un dialogue pacifique dans le monde, car elle aura gardé la confiance du tiers monde. L'Europe est aujourd'hui seule en fait à pouvoir proposer des solutions nouvelles et massives aux drames du sous-développement. C'est sa tâche la plus urgente.

Pour le moment, l'affirmation de cette politique passe par une condition négative, le désengagement, c'est-



Michel Rocard

à-dire en premier lieu le refus du Pacte Atlantique, et par une condition positive, la traduction de cette espérance en termes politiques concrets.

Que peut donc être aujourd'hui...

Une politique socialiste en Europe ?

Elle doit à notre avis répondre à quatre objectifs principaux.

1 - PERMETTRE DES EXPERIENCES SOCIALISTES NATIONALES.

Ce point n'a pas besoin d'être longuement développé : il a fait l'objet d'excellentes contributions, de Fossaert, de Bénard, et de Malterre pour le Bureau National du P.S.U., notamment.

Rappelons qu'à nos yeux cela signifie que l'effort de construction européenne n'est admissible que s'il est compatible avec les transformations entreprises par chaque Gouvernement, et notamment par le prochain Gouvernement de gauche en France, pour limiter l'impact du libéralisme, de ses conséquences sociales et de ses fluctuations et augmenter les moyens d'une planification cohérente dans nos sociétés.

Cela signifie que l'extension du secteur public doit être possible sans que s'y oppose aucune clause anti-monopole.

Cela signifie que l'Europe doit conserver un niveau de protection douanière et monétaire suffisant.

Cela signifie que chaque Etat doit conserver la possibilité de faire chez lui — avant que les moyens n'en soient réunis au niveau de l'Europe — une politique de crédit, voire une politique fiscale sélectives.

Cela signifie aussi que, en cas de sabotage financier d'une expérience socialiste, le Gouvernement intéressé a le droit de recourir aux mesures de sauvegarde nécessaires pouvant aller jusqu'au contrôle des changes. L'analyse précise de ces conditions d'autonomie d'une expérience socialiste est une des tâches majeures qui attendent la direction politique de la gauche se préparant à la conquête du pouvoir.

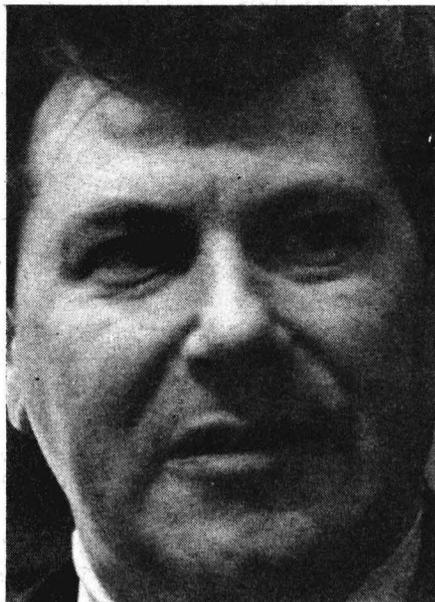
2 - ASSURER LES CONDITIONS D'UNE ORIENTATION DIPLOMATIQUE PACIFIQUE.

La première condition, je l'ai dit, nous paraît être la dénonciation du Pacte Atlantique par la France. Nous savons fort bien que, la France n'étant plus intégrée dans le dispositif militaire de l'alliance, cette disposition n'a pour notre seul pays qu'un intérêt modeste. Mais la France n'est pas seule, et nous poursuivons, à travers cette exigence, trois objectifs. Le premier est de créer en France une décision véritablement irréversible. Le second est d'affirmer par un acte public, devant les pays du monde entier, que la France se désolidarise de la politique extérieure actuelle des Etats-Unis d'Amérique. La gauche aura besoin de confirmer ses intentions à cet égard : c'est le seul moyen. Le troisième objectif est d'empêcher, par un blocage diplomatique, au niveau de la France, que la construction européenne ne s'engage dans la mouvance atlantique.

Un autre élément essentiel d'une orientation diplomatique pacifique est la politique de coopération avec le tiers monde. Manuel Bridier dit quelles sont les orientations du Parti Socialiste Unifié à cet égard, je n'y reviens donc pas.

La politique de défense devra aussi être définie dans ce sens. Cela suppose la réintégration de la France dans l'effort mondial de contrôle des armements : cessation des essais nucléaires atmosphériques, discussion du Traité de non-prolifération. Mais surtout l'organisation de la politique militaire des Etats d'Europe passe par un changement des missions de leurs armées. Dans la mesure même où la véritable dissuasion n'est plus à notre portée, le seul objectif est de rendre l'Europe inassimilable à toute conquête : une défense civile anti-atomique réelle doit être préparée en même temps qu'une défense conventionnelle du territoire. Cela commence au niveau national.





Serge Mallet

Dans un autre domaine, les pays d'Europe illustreront leur volonté de paix en favorisant des relations économiques, sociales et culturelles croissantes avec les pays de l'Est. Le fait même que leurs échanges soient planifiés contribuera à renforcer la prévision et la planification en Europe, en même temps qu'à limiter les fluctuations conjoncturelles ; ce point a fait l'objet d'autres contributions.

C'est sur le plan proprement diplomatique que les conditions de la paix ont aujourd'hui le plus besoin d'être assurées en Europe. Les derniers événements qui se sont produits en Allemagne, et notamment la progression du N.P.D., montrent bien les risques de déséquilibre et de tension que comporte la situation actuelle de ce pays.

Depuis que Monsieur le Ministre Wehner a eu le courage de dire publiquement que la prétention du Gouvernement fédéral à représenter toute l'Allemagne était vaine, on commence à entrevoir ce que pourrait être cette négociation.

Elle part de la reconnaissance par tous les intéressés de la ligne Oder-Neisse comme frontière de l'Allemagne. Elle pourrait aboutir à une confédération allemande formée de deux Etats et neutralisée, ou à tout le moins dénucléarisée. Le cheminement vers une telle solution passe par la reconnaissance de la République Démocratique Allemande, l'ouverture de négociations internationales avec l'Union soviétique, à la recherche d'un désengagement partiel de l'Europe, comme l'ont proposé voici quelques années le ministre des Affaires Etrangères de Pologne Rapaczi, et Pierre Mendès France. Les relations entre les deux Etats devront par ailleurs être largement intensifiées, notamment sur le plan économique, la C.E.E. pouvant passer pour ce faire des accords à long terme avec la R.D.A. Le parti socialiste allemand avait proposé en 1959 un plan de réunification qui présentait dans ce sens des suggestions utiles.

La coexistence pacifique actuelle ouvre une telle perspective. Il est du devoir de l'Europe d'en profiter pour assurer le règlement du problème allemand dans un sens qui contribue à diminuer le contrôle américain sur l'Europe.

3 - CREER LES INSTRUMENTS D'UNE GESTION MOINS LIBERALE EN EUROPE.

La logique m'oblige à situer ce point ici, mais la chance veut une fois encore que la qualité des contributions à ce colloque me permette d'évoquer seulement ce qui est dit sur ce point par Robert Fossaert et par d'autres. C'est la réalisation de cet objectif qui empêchera l'apparition d'un mur de l'Europe contre le socialisme comme il y a eu un mur d'argent.

Qu'il s'agisse de structures industrielles, de recherche fondamentale, de la création d'une université européenne, de politique énergétique, de grandes opérations du type avion supersonique, calculatrices ou autres, de politique régionale, il est déjà possible aux Six de déterminer ensemble des objectifs précis qu'ils peuvent poursuivre en commun dans les meilleures conditions techniques. La règle du juste retour n'est pas une règle socialiste. De tels projets doivent et peuvent être multipliés, notamment tous ceux qui s'appuieront sur les secteurs publics nationaux, puisqu'ils ne contribueront guère au renforcement du profit privé et qu'ils sont les bastions du nationalisme économique.

Une concertation communautaire, voire une programmation, sont également possibles même si elles confrontent des intentions qui dans certains cas consisteraient en de pures prévisions et dans d'autres seraient les objectifs d'une planification nationale.

Il est donc possible de renforcer les liens communautaires et de limiter de la sorte, petit à petit, les comportements nationalistes.

Mais il ne nous paraît pas possible d'accepter le renforcement indifférencié des pouvoirs de la Communauté, précisément parce que les forces dominantes y sont capitalistes.

En d'autres termes, autant les responsables de l'exécution des grands projets adoptés en commun ou de la gestion des politiques définies avec précision peuvent recevoir des pouvoirs de décision effectifs sur l'ensemble du territoire de la Communauté, autant cela ne nous paraît pas possible au niveau de la Communauté elle-même, tant que la lutte contre les forces du libéralisme atlantique ne sera pas gagnée.

C'est donc avec une grande prudence que les délégations de pouvoir pourront être acceptées, cas par cas, et dans la mesure seulement où elles correspondent à une progression dans la voie du socialisme et non à une aggravation de l'ouverture atlantique. Le dosage du compromis évoqué par Fossaert sera à cet égard d'une détermination délicate.

Il est pourtant un domaine où une initiative utile peut être immédiatement prise : c'est celui de la monnaie. Les pays de la Communauté ont besoin d'un instrument de règlement multilatéral. Pierre Mendès France en a fait récemment la suggestion. Cette initiative s'inscrit tout à fait dans le sens que nous suggérons. En effet la gestion commune des réserves monétaires de l'Europe ou d'une partie d'entre elles fournirait un moyen de financer les échanges avec les pays de l'Est ou des crédits au tiers monde, voire des grands projets communs. En outre cela obligerait les pays de la Communauté à lutter ensemble contre toute spéculation attaquant l'un d'eux. Cela donnerait à l'Europe des moyens monétaires assis sur une puissance économique plus comparable avec celle des Etats-Unis, et ce pourrait être le moyen de fournir à la Grande-Bretagne une caution internationale autre que le dollar, ce qui lui permettrait de s'en désolidariser plus facilement. Ce ne serait bien sûr qu'un instrument, pouvant servir à des forces économiques différentes, mais ce serait un instrument utile pour les forces socialistes tendant à la régulation et au contrôle de nos économies.

Ce colloque ne pourrait-il décider la création d'un groupe de travail de la gauche aux fins d'étudier avec précision les moyens d'application de cette suggestion ?

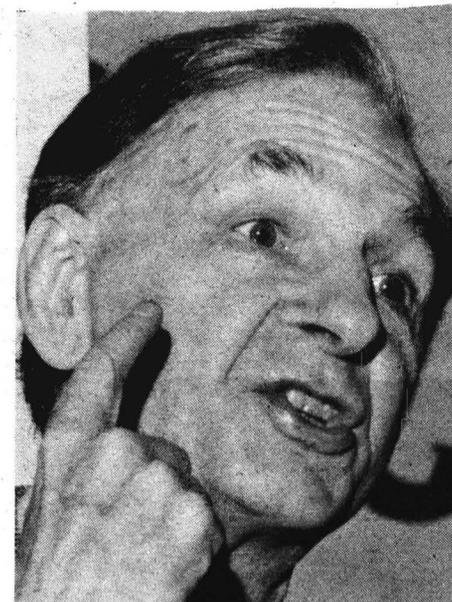
4 - CREER LES CONDITIONS D'UN RENFORCEMENT DU SOCIALISME EN EUROPE.

Ce dernier objectif peut être poursuivi de trois manières.

Tout d'abord il conditionne le type de négociations à mener avec les pays qui demandent leur adhésion, et surtout la Grande-Bretagne. Pour des raisons d'équilibre politique, nous souhaitons l'entrée de la Grande-Bretagne en Europe, mais pas au prix d'un renforcement du libre échange international et du capitalisme. Une négociation précise doit donc porter sur le contenu des politiques communes, sur la dissociation des liens monétaires anglo-américains, son calendrier et ses méthodes, sur la nature de la programmation commune possible. A l'issue de telles discussions, l'adhésion de la Grande-Bretagne serait admise si elle apporte une chance supplémentaire au socialisme.

Ensuite, il nous paraît clair que les chances du socialisme en Europe sont liées aux progrès de la prise de conscience qui s'effectue au sein même des forces socialistes. Réconcilier l'Europe et les travailleurs est à cet égard l'objectif majeur. Cela implique que les revendications soient traitées au niveau européen.

Dans ce domaine, la gauche française pourrait suggérer au mouvement syndical de prendre l'initiative de provoquer une rencontre internationale des travailleurs pour rechercher si des objectifs et une stratégie commune sont possibles, pour une



Pierre Naville

politique européenne de plein emploi et des garanties sociales.

Enfin l'objectif de renforcement du socialisme a une deuxième traduction. Il suppose que la construction européenne fournisse des points d'application aux forces syndicales luttant contre le capitalisme. Cela veut dire qu'un Gouvernement socialiste français ne devra accepter des délégations de pouvoir à la Communauté Européenne que lorsqu'elles s'accompagnent de tels points d'appui : représentation du mouvement syndical dans les organes compétents, politique précise définie après consultation des travailleurs et contrôles démocratiques sur l'exécution de cette politique.

La question d'un Parlement européen ne pourrait à nos yeux se poser que lorsque les forces politiques et sociales d'Europe se seront organisées et confrontées au niveau même de la Communauté.

**

Cette politique européenne que nous proposons à la gauche ne satisfera pleinement ni les mystiques de l'Europe supranationale, ni les défenseurs inconditionnels de la patrie. Pire, elle est compliquée, incertaine, risquée. Elle sera donc difficile à expliquer, peu populaire.

Mais la construction du socialisme, tout comme celle de l'Europe, sont aussi compliquées, incertaines, risquées. Ne pas compromettre l'une à travers l'autre, tel est l'objectif qu'il nous paraît nécessaire de poursuivre. Il exigera de très nombreux compromis dont j'ai seulement voulu esquisser les critères.

Toutefois une dernière remarque est nécessaire, ce sera la plus optimiste: La lecture attentive du texte par lequel le P.C. et la F.G.D.S. viennent de préciser leurs divergences sur le problème de l'Europe laisse penser que la politique que nous venons d'esquisser est non seulement la seule qui pourrait concilier le socialisme et l'Europe, mais la seule aussi qui pourrait faire l'unité de la gauche française. Ce ne serait pas la moindre de ses vertus. □

Message de Pierre Mendès France

En proposant à nos réflexions le thème de « l'Europe et la Gauche », les *Rencontres Socialistes de Grenoble* et la *Gauche Européenne* posent une question dont je mesure comme vous l'importance. Si, en effet, la construction européenne n'est encore qu'une œuvre imparfaite, soumise à nombre d'incertitudes, le mouvement est lancé et l'Europe projette désormais sur nos problèmes économiques, financiers, monétaires, sociaux, une dimension nouvelle, à laquelle tous les projets et toutes les décisions doivent désormais s'ajuster nécessairement. Aussi la définition d'une vision commune en matière européenne est-elle devenue indispensable pour les formations de la gauche ; celle-ci doit déterminer maintenant, en fonction de ses principes fondamentaux, les solutions qu'elle préconise pour les problèmes concrets à résoudre.

**

Pour des hommes qui se recommandent du socialisme, l'Europe ne peut être abandonnée ni aux mécanismes naturels du marché ni aux initiatives incontrôlées des cartels et des ententes. Sur le plan européen, comme au sein de chacun des États membres, nous devons promouvoir le plein emploi des hommes, l'accroissement équilibré de la production, une juste redistribution des richesses et une forme de démocratie économique qui permette le respect des intérêts légitimes des travailleurs. Aussi sommes-nous opposés à une Europe qui se limiterait — selon le vœu des forces conservatrices et libérales — à la simple libération des échanges.

Nous devons, à cet égard, exprimer nos inquiétudes devant l'évolution que nous constatons actuellement. La situation de « vases communicants » qui est devenue celle des pays du Marché commun, loin de fournir, comme il le faudrait, un cadre à une action commune pour l'expansion et le plein emploi, conduit trop souvent les gouvernements à donner la priorité aux seules préoccupations de stabilité monétaire. C'est ainsi que des politiques de déflation freinent la hausse des salaires, font obstacle à l'aménagement des territoires, réduisent les investissements productifs et incitent, en matière sociale, à des alignements vers le bas. Parallèlement, on assiste à une certaine résurgence des nationalismes économiques.

L'ouverture des frontières, si elle ne s'accompagne pas d'une politique concertée, risque de faire du Marché

commun un instrument de propagation de la déflation et du chômage ou le champ clos pour des concurrence « au couteau ». Il faut, au contraire, que la Communauté devienne une institution de coopération contre les crises, et pour l'organisation collective de meilleures chances de prospérité. A l'approche d'une compétition de plus en plus vive entre les nations industrielles, dans une conjoncture marquée par les effets de la dévaluation de la livre, par les répercussions des mesures prises par les États-Unis afin de remédier aux difficultés du dollar et par la crise du système monétaire international, il faut arrêter des moyens communs d'action et de défense. Face à ces difficultés et aux problèmes qui s'ensuivent, la gauche doit proposer les formes d'une coopération de plus en plus précise, conduisant à une véritable planification européenne.

Cette question présente un intérêt particulièrement important pour un pays comme le nôtre que nous avons poussé vers un type d'organisation économique volontariste et qui voit se réduire, du fait de l'ouverture des frontières, l'efficacité de certains de ses moyens d'intervention économique. Une planification européenne permettrait, d'une part, de ressaisir ces moyens à un niveau plus élevé et au profit d'objectifs communs, et, d'autre part d'organiser l'entraide des États Membres pour le succès des actions qui demeureront de leur responsabilité propre. C'est dans ce cadre qu'il convient de définir une conception nouvelle et dynamique de la gestion économique de l'Europe.

**

La première question qui doit être ainsi envisagée concerne la politique monétaire. J'ai fait, à cet égard, à plusieurs reprises, des propositions que je me permets de rappeler ici. La liberté des échanges nécessite une harmonisation des conditions du crédit ; c'est pourquoi, au-delà des accords conclus entre les banques centrales, il faut créer une agence européenne des paiements qui assurerait la compensation des règlements entre les pays membres, permettrait de couvrir certains besoins extérieurs de la Communauté (prêts aux pays sous-développés, crédits pour le commerce avec l'État, etc.) et pourrait contribuer à fournir, par la constitution d'un pool des réserves européennes, une solution au problème de la livre sterling. Les questions monétaires (domestiques et internationales) doivent être, d'une manière générale, au premier plan des préoccupations de la gauche et il serait souhaitable que

soit poursuivi l'important effort de réflexion entrepris, dans ce domaine, lors du colloque de Grenoble.

En second lieu, il faut mentionner la politique des investissements. Pour éviter l'apparition de suréquipements industriels ainsi que des contradictions dans la réalisation des infrastructures lourdes, les pays membres de la C.E.E. doivent envisager, pour les branches dominantes, la préparation en commun de leurs programmes, comme je l'ai réclamée avec insistance dès 1956 et 1957. C'est encore en commun qu'ils doivent définir une réglementation des investissements étrangers, notamment américains.

Enfin, on ne saurait trop souligner l'importance de la politique de la science et de la technique. Dans la recherche et dans les secteurs de pointe, la dispersion des initiatives se traduit actuellement par des chevauchements, des doubles emplois, des gaspillages, alors que s'élargit chaque jour la distance qui nous sépare des États-Unis et qui met en cause l'indépendance de l'Europe et son avenir. Une conception communautaire doit être définie, pour réaliser l'association des efforts dans le domaine des connaissances techniques et de l'innovation industrielle, et la mise en œuvre d'un ensemble de projets communs.

Toutes ces suggestions conduisent à un type d'Europe qui ne reposera plus sur des procédures diplomatiques mais sur des organismes chargés de faire appliquer les décisions prises et disposant, à cette fin, d'attributions, de responsabilités et de possibilités d'arbitrage.

Il faut noter toutefois que les mécanismes institutionnels ne suffisent pas : la condition essentielle de l'évolution réside dans la volonté des peuples d'assurer la convergence des politiques suivies par les gouvernements. Encore faut-il que les peuples puissent exprimer cette volonté, orienter l'action des autorités nationales et européennes et la contrôler par l'intermédiaire d'organes représentatifs ; assemblées démocratiques, forces syndicales et professionnelles, etc.

**

Reste à examiner les problèmes que pose l'élargissement de la Communauté.

La question reste entière, à mon avis, même après l'apparente concession faite, voici quelques jours par le Général de Gaulle. Je ne crois pas du tout qu'il ait infléchi sa politique, même s'il a cru utile de donner au gouvernement allemand une satisfaction d'amour propre et de façade. Les mobiles fondamentaux qui expliquent son attitude de 1963 comme celle de 1967 conservent certaine-

ment pour lui toute leur force et toute leur valeur : son hostilité à l'égard des nations anglo-saxonnes, sa conception d'une Europe dont il entend assurer le contrôle, et surtout le grief qu'il adresse à la Grande-Bretagne de conserver des « liens spéciaux » avec les États-Unis. Mais précisément ne vaudrait-il pas mieux proposer aux Anglais un système de coopération monétaire et économique, complet et efficace, susceptible de dégager la livre sterling d'une dépendance qui explique, en définitive, toutes les faiblesses de la politique britannique.

Le problème monétaire est au cœur des difficultés de la Grande-Bretagne qui manque de réserves ; elle porte le poids d'une lourde dette à vue, ce qui met la livre en péril dès que la balance des paiements est en déficit, même modéré. Un pool européen des réserves pourrait contribuer à régler le problème, comme je l'ai déjà dit, et cette possibilité constituerait la contrepartie des disciplines auxquelles elle serait amenée à consentir en application des dispositions communautaires, par exemple, dans le secteur agricole.

N'oublions pas non plus l'importance de l'apport scientifique et technologique anglais et l'intérêt des propositions qui ont été formulées à cet égard. La conjonction des efforts de la Grande-Bretagne et de la C.E.E. dans ce domaine constitue peut-être le seul moyen d'assurer l'essor des industries de pointe européennes et par voie de conséquence, les chances de notre indépendance.

**

Une communauté renforcée et élargie doit permettre aux pays européens de développer une plus active coopération économique avec l'Europe de l'Est et d'amorcer ainsi le rapprochement effectif des deux Europes. Elle peut faire surgir une force neuve, capable d'intervenir dans le règlement des grands problèmes mondiaux et notamment celui que pose le sous-développement.

Sur toutes ces perspectives, nous devons réfléchir et travailler, et nous tenir prêts à l'action qui s'imposera le jour où la gauche prendra le pouvoir. Cette fois, elle n'aura pas le droit d'échouer faute d'une préparation suffisante.

C'est à un effort commun de la gauche dans cet esprit que les organisateurs du Colloque ont voulu nous appeler et c'est pourquoi leur initiative suscite un écho particulier à l'heure où une sorte d'hésitation caractérise la situation internationale et où chacun attend des réponses claires aux questions de plus en plus précises que nous pose l'actualité en France et chez nos partenaires. □

Notre société

L'industrie de la neige

Alain Echegut

Les grandes manifestations sportives telles que les Jeux Olympiques constituent, indépendamment de leur aspect sportif, de vastes opérations touristiques et commerciales : « championne olympique LOOK NEVADA, fixation élastique !... Magnifique victoire des skis DYNAMIC VR 17, médaille d'or descente hommes !... Jusqu'au saucisson OLIDA, qualité sélectionnée Olympique... »

Les succès remportés par l'Equipe de France, ont influencé de manière décisive les exportations françaises d'articles de sports d'hiver, dans un marché qui s'avérait jusqu'ici réticent, et où la concurrence était vive : celle des Etats-Unis. En 1964, la part des Etats-Unis dans nos exportations de skis était de 37 %, pour les sept premiers mois de 1967, elle atteint 57 %.

Le marché du ski américain est important mais extrêmement dispersé. Les firmes françaises n'ont ni la taille, ni les moyens nécessaires pour assurer elles-mêmes la distribution de leurs produits. Il faut donc passer par des firmes d'importations américaines déjà installées solidement sur le marché. Or, la plupart de celles-ci étaient liées aux firmes japonaises, autrichiennes ou allemandes, qui avaient acquis des positions fortes.

La percée que fait actuellement une firme comme *Rossignol* aux Etats-Unis tient à trois facteurs :

— une innovation technique im-

portante : les skis métalliques qui équipent les champions français font leur apparition à Squaw Valley ;

— les victoires françaises lors de ces championnats qui sont confirmées à Portillo ;

— l'accord de distribution passé par la société *Rossignol* avec le distributeur américain Garcia.

Depuis 1964, la double source des statistiques françaises et américaines, montre une augmentation sensible des ventes françaises d'articles de sports d'hiver aux Etats-Unis. L'évolution des importations américaines se caractérise comme suit (1) :

SKIS EN NOMBRE DE PAIRES

	1964	1965	1966	7 premiers mois de 1967
Total	529 184	785 746	743 101	133 404
Dont en provenance de :				
Japon	387 009	619 364	529 732	87 559
Autriche	55 461	93 408	72 536	20 533
Allemagne	42 152	34 777	44 736	4 898
France	949	2 429	5 257	5 981

Les grands mois de livraison sont juillet et août, les exportateurs ja-

ponais livrant généralement plus tard.

SKIS EN MILLIERS DE DOLLARS

	1964	1965	1966	7 premiers mois de 1967
Total	4 573	6 692	7 409	1 948
Dont en provenance de :				
Japon	2 269	3 434	3 626	841
Autriche	1 111	1 981	1 512	412
Allemagne	710	612	1 010	130
France	42	120	265	288

La France arrive en 1966 au quatrième rang des fournisseurs ; sa part dans le total est passée de 1 % à 3 %. En 1967, son pourcentage atteint 15 % pour les 7 premiers

mois. Il baissera sans doute en fin d'année, compte tenu des livraisons plus tardives des autres fournisseurs.

EQUIPEMENTS ET PIECES (Essentiellement fixations) en milliers de dollars

	1964	1965	1966	7 premiers mois de 1967
Total	2 133	3 193	3 646	1 717
Dont en provenance de :				
France	496	662	1 088	752
Japon	557	991	1 004	162
Allemagne	551	847	821	219

La part de la France est passée en 3 ans de 10 % à 30 %. En 1967 pour les sept premiers mois elle est de 44 %. Elle est maintenant le premier fournisseur indiscuté du marché américain.

— chaussures de ski : 48 F à 239 F (chausson 24 F à 26 F, lacets 0,70 F) ;

— lunettes : 12 F à 41 F ;

— gants : 9,80 F à 45 F ;

— anoraks :

— femmes : 74,50 F à 119 F ;

— hommes : 158 F à 195 F ;

— fuseaux :

— femmes : 54 F à 133 F ;

— hommes : 79,50 F à 199 F.

Démocratiser ce sport

« Les problèmes qui se posent à cette industrie sont essentiellement, à notre avis, des problèmes de démocratisation de ce sport. En effet si nous arrivons maintenant pour des articles comme le ski à des prix abordables pour la majorité des personnes, il n'en reste pas moins que le budget des vacances d'hiver est considérablement alourdi, tout d'abord par les frais de déplacement, ensuite les frais de séjour en station : hôtel, remontées mécaniques, etc. », ainsi s'exprime le chef du service publicité de la marque *La Hutte*, qui travaille dans le cadre du Marché commun, dans un organisme de distribution qui regroupe mille magasins : INTERSPORT.

L'exemple ci-dessous donne un aperçu modeste sur l'équipement :

— une paire de skis varie entre 299 F (bois), 499 F (métal) à 645 F (fibre) ;

— cannes de ski : 12 F à 97 F.

— fixations de sécurité : 26,25 F à 163 F ;

Tourisme et sports d'hiver

Au cours de l'hiver 1966-1967 on estime que près d'un million deux cents mille Français sont partis aux sports d'hiver, la durée moyenne des séjours (voyage compris) étant de dix jours et demi.

Si l'on en croit l'enquête menée par les services de statistiques du commissariat au Tourisme, auprès de l'hôtellerie, la saison des sports d'hiver 1966-1967, a marqué un net progrès par rapport à l'année précédente de l'ordre de 7 %.

Bien qu'en augmentation, la clientèle étrangère des sports d'hiver n'est pas aussi importante qu'on pourrait l'espérer.

Une certaine clientèle :

Deux enquêtes effectuées par l'INSEE donne des indications précieuses sur la nature (tableau ci-dessous) et la composition de la clientèle (tableau ci-contre, page 9).

DEPARTS AUX SPORTS D'HIVER SELON L'AGE ET LE SEXE

	TAUX DE DEPART aux sports d'hiver		
	Ensemble	Hommes	Femmes
	(En pourcentage)		
Ensemble	2,4	2,8	2,0
0 à 9 ans	2,1	2,0	2,1
10 à 24 ans	4,9	6,1	3,6
25 à 49 ans	2,6	2,7	2,5
50 ans et plus	0,2	0,3	0,3



L'annonce faite à Marielle.

Collombert

DEPARTS AUX SPORTS D'HIVER SELON LE NIVEAU DES REVENUS DU MENAGE DECLARES A L'ENQUETE

TRANCHE DE REVENU ANNUEL DU MENAGE	TAUX DE DEPART aux sports d'hiver (En pourcentage)
Ensemble de la population	2,4
Moins de 6.000 F	2,4
De 6.000 à moins de 10.000 F	0,3
De 10.000 à moins de 15.000 F	1,1
De 15.000 à moins de 20.000 F	1,2
De 20.000 à moins de 30.000 F	5,0
De 30.000 à moins de 50.000 F	10,1
De 50.000 F et plus	29,2

Le revenu moyen des ménages dans lesquels se trouvent des skieurs est à peu près le double du revenu moyen des français (35.000 F) d'après l'enquête, soit en fait 40 à 50.000 selon toute vraisemblance).

Hôtellerie et « forfait skieur » :

Les prix pratiqués dans les hôtels varient suivant la « haute saison » (vacances de Noël et Pâques et du 25 janvier au 10 mars), la « basse saison » (reste de l'année). Les prix tout compris, établis par jour et par personne comprennent le service et les taxes.

Les hôteliers pratiquent également le « forfait skieur », c'est-à-dire 7 jours, parfois 1 jour pension gratuite, exemple :

— au *Mont-Dore* (Auvergne), 7 jours hors congé scolaire, plus un jour gratuit :

— pension complète hôtel 1 étoile A, 326 F ;

— 7 leçons de ski (2 heures collectives) hôtel 1 étoile B, 312 F.

Le plus souvent, le « forfait skieur » n'est à l'examen qu'une formule publicitaire.

A la lecture des différents tarifs pratiqués dans les stations de sports d'hiver en ce qui concerne l'habitat,

il est permis de douter du caractère hétéroclite de la population se rendant aux sports d'hiver.

Ajoutons l'équipement vestimentaire, la location de skis, la carte d'abonnement hebdomadaire des remontées mécaniques, variant de 85 F à 115 F ; le prix des leçons de ski est uniforme, établi par la Fédération Française : 36 F pour 6 cours collectifs.

Les jeunes

Pour permettre aux jeunes travailleurs, aux jeunes étudiants, de découvrir la beauté des cimes et les plaisirs de la neige, divers organismes de jeunesse, proposent des tarifs plus abordables :

— la *Fédération Unie des Auberges de Jeunesse* (2) pratique 2 formules :

1 - « Tout compris » dans les centres de Chamonix, La Clusaz, Morzine, Chamrousse, Le Bez :

— vacances de Noël : 12 jours 400 F ;

— vacances de Pâques : 12 jours 400 F.

2 - A Allos, le Ballon d'Alsace, Les Rousses, etc., comprenant hé-

bergement en dortoir, repas, enseignement du ski, participation aux activités :

— vacances de Noël : 12 jours 260 F ;

— vacances de Pâques : 12 jours 260 F.

— *Maisons Européennes de la Jeunesse* (Fédération Nationale Léo Lagrange) offre divers séjours à des prix variant entre 430 F — départ Paris — pour Charmey (Suisse) et 615 F (20-12 au 5-1) à Au dans le Voralberg en Autriche.

— U.C.P.A., dans le cadre des échanges franco-allemands à la date du 16-1-1968, organise des stages :

— Vars : du 18 au 27-4 (10 jours) 195 F ;

— Saint-Lary : du 10 au 23-3 (14 jours) 273 F ;

du 20 au 29-4 (10 jours) 195 F.

— O.C.C.A.J., pour des groupes d'amis capables d'assurer eux-mêmes leur subsistance, met à la disposition, studios et appartements complètement équipés. Tarif des « gîtes-copains » d'Autrans à la semaine :

— vacances scolaires : (Toussaint, Mardi Gras, Pâques) :

Studios	F 2	F 3
300 F	350 F	400 F

— intersaison : (du 15-9 au 15-12 et du 1-5 au 30-6) :

Studios	F 2	F 3
250 F	200 F	300 F

— fondée il y a 15 ans, à l'initiative du Centre National des Jeunes Agriculteurs, l'Association Agriculture Tourisme offre 3 stations d'hiver aux agriculteurs désireux de prendre des vacances, les paysans forment entre toutes les catégories professionnelles, celle qui part le moins en vacances : 7,2 % en 1966) :

Les Deux-Alpes (Isère), prix forfaitaire de Paris à Paris (séjour d'une semaine, hôtel catégorie moyenne, utilisation de toutes les remontées mécaniques de la station) 490 F ;

Sestrières (Italie) 498 F ;

Davos (Suisse), 510 F.

Pour les familles désirant prendre des vacances de neige, signalons : la F.N.A.C.V.A.L., groupant 160 maisons familiales dans toute la France :

Monnetier-Mornex (Haute-Savoie) ouvert aux vacances scolaires, prix dégressif suivant ressources familiales, en été 1967 : adultes 10,80 F à 18 F (maison de 14 chambres, postes d'eau chaude, douches, jardin, bibonerie, monitrices)...

Les Villages Vacances Familles :

a) Les Gîtes : (Saint-Bonnet-en-Champsaur, dans les Alpes) : studio (couple plus bébé) 15 F par jour, 100 F par semaine, 250 F par mois.

b) Les villages : (Praz, Gourette, Super Besse) forfait par personne et par semaine :

	Tarif 1	Tarif 2
Adultes	161 F	126 F
Enfants 1 à 6 ans	98 F	70 F

L'envers du décor :

La révolte a commencé à Bourg-Saint-Maurice (Savoie), à sa tête l'abbé Borrel, curé sans paroisse, défenseur acharné de la petite pro-

priété rurale contre les monopoles de ski : le raisonnement des administrations c'est que les exploitations ne sont pas rentables, qu'on peut donc acheter le terrain à 0,25 F le mètre carré, comme on nous l'a dit à Hauteville-Gondon... Les domaines fixent un prix. Si nous ne l'acceptons pas, si nous allons devant le tribunal, les juges fonciers gardent le prix des domaines. « On nous dit, affirme l'administration que les stations vont créer des emplois, mais les paysans qui ne savent pas quand ils pourront occuper ces emplois demandent à profiter tout de suite de leur terrain, ils veulent bénéficier tout de suite de leur terrain... Quant aux jeunes Savoyards, ils ne sont pas préparés à prendre pied là-dedans. Maintenant pour être moniteur, il faut de la présentation, des langues. »

A Serre-Chevalier, un pilote de benne est payé 2,50 F de l'heure, un contrôleur 2,60 F, le responsable de toute les remontées mécaniques 3,15 F, les deux principaux conducteurs du téléphérique (capables d'assurer l'entretien pour toutes les réparations) 3,45 F et 3,24 F. Ces hommes des remontées mécaniques travaillent à 1.300, 1.900, 2.400 mètres par 20 et 30 degrés au-dessous de 0. Ils n'ont aucune prime d'altitude. Ils viennent de 5, 10, 15 kilomètres à la ronde, aucune prime de transport. Aucune prime d'ancienneté. Ils doivent s'équiper eux-mêmes. Aucun vestiaire, aucune douche.

En France, ils sont dix mille durant les 4 ou 5 mois d'hiver. Quand vient l'été, les saisonniers sont débauchés. Restent 2.000 permanents.

A Megève, dans un home d'enfants (3 à 12 ans, enfants très aisés), Mlle E., secrétaire et monitrice gagne 350 F net par mois. Elle travaille de 7 h 30 à 21 h et 21 h 30 les soirs de veillée — prend le repas avec les enfants. Un jour de repos tous les quinze jours.

Sur 5.000 petites exploitations agricoles que comptaient les Hautes-Alpes en 1965, plus de 2.000 ont disparu. Les industries traditionnelles périssent depuis que le V^e Plan a mis le département en zone 3, c'est-à-dire sans aucun crédit d'industrialisation. Une seule industrie s'implante : celle des loisirs.

« Vous nous expropriez agricole, mais vous nous exploitez industriel ! », dit l'abbé Borrel. L'image des poètes et le « Schuss Olympique » ne doivent pas nous faire oublier le dur combat que même l'homme pour acquérir sa dignité. □

(1) International Marketing, octobre-novembre 1967.

(2) Fédération Unie des Auberges de Jeunesse, 11 bis, rue de Milan, Paris (9^e). Maisons Européennes de la jeunesse, Fédération Nationale Léo Lagrange, 21, rue de Provence, Paris (9^e).

U.C.P.A., 61, rue de la Glacière, Paris (13^e).

O.C.C.A.J., 20, boulevard Poissonnière, Paris (9^e).

Agriculture et Tourisme, 4, rue de Londres, Paris (9^e).

F.N.A.C.V.A.L., 94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris (6^e).

Villages Vacances Tourisme, 90, boulevard de Latour-Maubourg, Paris (7^e).

Affrontements à Berlin-Ouest

Jean-Marie Vincent

Les 17 et 18 février 1968, Berlin-Ouest a été le théâtre d'actions de solidarité massives avec la lutte du peuple vietnamien. Le 17 février eut lieu un congrès sur la signification de la lutte du peuple vietnamien devant 4 000 personnes venues de Berlin-Ouest, de l'Allemagne de l'Ouest et de toute l'Europe occidentale. Le lendemain, le dimanche 18 février, 15 000 personnes manifestèrent sur le Kurfürstendamm.

Ces faits sont déjà en eux-mêmes suffisamment éloquents, si on se souvient que Berlin-Ouest fut et reste une capitale de l'anti-communisme et du pro-américanisme. La municipalité social-démocrate, confrontée à une agitation étudiante grandissante depuis le mois de juin 1967 (mort de Benno Ohnesorg) avait cru bon de céder à la pression des éléments les plus réactionnaires de Berlin et de la République fédérale en interdisant la manifestation. De plus, elle avait elle-même contribué à créer

une atmosphère d'hystérie et de pogrome en dénonçant violemment les étudiants du S.D.S. (étudiants socialistes).

Dans cette atmosphère tendue le S.D.S. et son allié du « Republikanischer Klub » (club où se regroupe l'extrême gauche berlinoise) firent preuve de beaucoup de sang-froid. Ils maintinrent l'ordre de manifestation, firent appel à la solidarité de toute la gauche allemande, mais entamèrent en même temps une procédure judiciaire par l'intermédiaire des étudiants libéraux pour faire lever l'interdiction.

Cette tactique à la fois ferme et souple se révéla payante. De nombreux milieux, pourtant très loin de partager les vues du mouvement étudiant se prononcèrent publiquement contre l'interdiction (en particulier l'Eglise protestante).

La manifestation put donc se tenir le 18 février.

Bien entendu, l'affaire n'en resta pas là. Le bourgmestre régnant appela à une contre-manifestation le mercredi suivant (le 21 février 1968). Ensuite les manifestants s'attaquèrent à tout ce qui ressemblait de près ou de loin à un étudiant ou à un intellectuel aux cris de « Tuez ces cochons de communistes ». Il faut noter ensuite que les orateurs Klaus, Schütz et surtout le syndicaliste Sickert se répandirent pratiquement en insultes contre les opposants allant jusqu'à les traiter de « fascistes de gauche ».

Cette contre-manifestation placée sous le signe de l'intolérance, si elle recueillit les louanges de la presse Springer, souleva de vives protestations dans toute l'Allemagne de l'Ouest, particulièrement dans les milieux social-démocrates et syndicalistes. A Berlin-Ouest même les tensions à l'intérieur de la social-démocratie (majoritaire dans la ville) se sont depuis aggravées presque jusqu'au point de rupture. L'aile gauche (de 30 à 40 % des mandats) sans se solidariser entièrement avec les vues du mouvement étudiant prit part à la manifestation contre l'agression

américaine, en particulier par la présence de deux de ses leaders (Harry Ristock et Erwin Beck).

On doit même se rendre compte que l'affrontement de Berlin s'insère maintenant dans un contexte national beaucoup plus large. En forçant la droite de la S.P.D. et l'immense majorité de la C.D.U. à montrer quelle était leur véritable orientation, les jeunes de Berlin ont montré à beaucoup qui ne voulaient pas le croire tous les dangers qui pèsent sur l'expression démocratique en Allemagne fédérale. Par là ils ont relancé le débat sur la grande coalition (C.D.U.-S.P.D.).

La fermeté des étudiants du S.D.S. se révèle donc un atout politique de premier plan pour toute la gauche, et cela d'autant plus qu'un sondage récent (publié par le « Spiegel ») vient de révéler que la majorité des jeunes de moins de 25 ans, sympathisait avec le mouvement de protestation dirigé par le S.D.S. La gauche extra-parlementaire n'est pas cette petite minorité radicale dont parlait Kiesinger dans un récent débat au Bundestag. □

Crise nationale en Belgique

Didier Hue

Le 20 février au matin, le roi Baudouin reçoit M. Segers, ministre d'Etat social-chrétien, venu lui faire part des résultats de sa mission d'information. Devant résoudre la crise provoquée par la démission du Cabinet Vanden Boeynants, elle est un échec : la seule solution est maintenant la dissolution du Parlement. Exaspération des passions, éclatement de la plus importante organisation politique du pays, le parti social-chrétien, en deux formations, l'une flamande, l'autre wallonne, démission au sein même de l'Eglise catholique, tel est le climat à la veille des élections anticipées. L'affaire de l'Université de Louvain est à leur origine, l'avenir de l'Etat belge est leur enjeu.

Constitué non sans difficultés en mars 1966, le gouvernement de coalition sociaux-chrétiens libéraux dirigé par M. Paul Vanden Boeynants lutte sur deux fronts : maintenir la trêve des querelles linguistiques pour résoudre en priorité les problèmes économiques et financiers. Mais brutalement, toute cette politique est remise en cause ; à la mi-janvier de cette année, conformément à ce qui avait été prévu en 1963 lors du vote des lois linguistiques, le Conseil académique de la section francophone de l'Université catholique de Louvain décide de maintenir un enseignement en français dans cette ville située en territoire flamand.

Les passions aussitôt se déchaînent : dans toute la Flandre, étu-

dants et lycéens manifestent violemment, les évêques s'avouent incapables de résoudre le problème, l'affaire est portée à la Chambre et M. Vanden Boeynants, interpellé par les membres flamands de son parti ne peut que mesurer la division de l'opinion et de sa propre formation et constater son impuissance. Quelques jours après, il offre sa démission au roi ; elle est acceptée.

L'affaire de Louvain et la chute du gouvernement ne sont pas des péripéties : elles révèlent la crise profonde que traverse la Belgique, et posent un problème crucial, celui des rapports entre les communautés flamande et wallonne. Cette question n'est pas neuve ; dès avant la guerre de 1914, un leader syndicaliste, Jules Destrie n'affirmait-il pas au roi Albert : « Sire, il y a des Flamands et des Wallons ; j'ai le regret de vous dire qu'il n'existe pas de Belges ». Mais elle se pose depuis une dizaine d'années en des termes

différents. Région à croissance démographique lente, à secteurs industriels en récession (charbonnages et industries lourdes) la Wallonie voit sa suprématie contestée par une Flandre plus dynamique et plus ouverte sur l'extérieur.

A l'antagonisme culturel et linguistique s'ajoutent désormais de graves distorsions d'ordre économique. Mais condamnés, tant par l'histoire que par l'économie, à vivre ensemble, Wallons et Flamands n'ont-ils pas intérêt à définir de nouveaux rapports, de type fédéral par exemple, qui, tant en préservant les droits et particularités de chaque communauté, permettraient l'indispensable coopération ?

Pour y parvenir, beaucoup d'obstacles demeurent : problème de la région bruxelloise, inexistence de certaines bases politiques. Du résultat des élections, se dégageront peut-être quelques éléments de réponse à ces questions. □

Vietnam : la carte des villes

Pierre Chatignoux

La reprise de Hué par les Américains et les gouvernementaux, n'est que l'un des aspects d'une bataille plus vaste, celle des villes.

En lançant le 30 janvier dernier une offensive générale sur l'ensemble du pays, le Vietcong et le commandement nord-vietnamien s'étaient fixé comme objectif de déferler sur les provinces de Quang-Tri et de Thua-Thien, situées à la limite de la zone démilitarisée. L'occupation de l'ancienne capitale impériale ne fut qu'une manœuvre de diversion, destinée à desserrer l'étau que constituaient au sud du 17^e parallèle, et avec leurs fortes concentrations de

troupes d'élite (*marines* et première division de cavalerie) les bases de Khé-Sanh et Dong-Ha.

Les faits actuels semblent prouver que les craintes américaines étaient justifiées. Les deux provinces septentrionales sont désormais passées sous le contrôle du Vietcong, à l'exception des quelques bases isolées de Dong-Ha, Cong-Thien et Khé-Sanh par exemple ; et sur le sommet des montagnes ses mitrailleuses et ses canons de D.C.A. ont remplacé ceux des Américains.

Mais même si le front du nord reste l'élément le plus important des

semaines passées, il est certain que l'occupation pendant vingt-quatre jours de l'ancienne capitale impériale par les combattants du Vietcong et les divisions nord-vietnamiennes a amené des éléments nouveaux, dont il est difficile à l'heure présente de mesurer avec certitude toute la portée.

Il est sûr, que la dimension psychologique de l'événement sera largement exploitée par le F.N.L., dans les semaines à venir. Un peu partout, des administrations et des mouvements politiques pro-F.N.L. se sont constitués, et il n'est pas certain que le départ des Vietcongs les fasse disparaître totalement.

Un ferment est créé, entretenu jusque dans Saigon par un sentiment toujours plus oppressant d'insécurité. La capitale des profiteurs et de

la bourgeoisie est encerclée. On dit même que trois compagnies « rebelles » s'y trouvent cachées en attendant l'heure de l'assaut.

Tenant les campagnes, les Vietcongs et les Nord-Vietnamiens savent désormais que le grand soir tombera quand ils le voudront. Les Américains en sont conscients, qui ont dû dégarnir le front du Nord pour venir dégarnir Hué.

A son retour à Washington, le général Wheeler ne manquera pas de demander au président Johnson de lui accorder de nouveaux renforts, dont bon nombre seront constitués de jeunes du contingent. Ce dernier élément ajouté à l'inquiétude que l'on éprouve pour la base de Khé-Sanh encerclée risque de renforcer le malaise que ressentent bon nombre d'Américains. □

Trois journées de soutien au peuple Vietnamien

Au Vietnam, la politique d'agression du Gouvernement des Etats-Unis est mise en échec par la lutte du peuple vietnamien dressé tout entier pour défendre son indépendance.

Face à la désagrégation de l'administration de Saigon, dont la survie ne tient qu'à la présence des forces armées américaines, le Front National de Libération, qui a l'initiative des opérations, confirme bien qu'il est le seul représentant de la volonté du peuple ; le soutien actif que lui apporte la population, en témoigne à nouveau.

Alors même que les événements démontrent une fois encore que le retrait des troupes américaines est la condition du retour à la paix au Vietnam, les forces d'agression ajoutent à l'emploi d'armes interdites, à la déportation des populations, la destruction, par le bom-

bardement des villes du Nord et Sud-Vietnam. La volonté américaine de génocide n'est pas contestable et l'Etat-Major des Etats-Unis envisage même l'utilisation d'armes atomiques.

Devant une telle situation, il est indispensable que s'affirme toujours plus fortement le soutien apporté par les Français aux Vietnamiens qui, en luttant pour la fin de l'agression américaine et l'indépendance de leur pays, défendent la liberté de tous les peuples.

Dans ce but, les organisations signataires, réunies à l'initiative du Mouvement de la Paix, demandent que dans chaque département, les partis, syndicats, mouvements et organisations se prononçant pour la pleine indépendance du peuple vietnamien, décident en un même moment et dans l'union la plus large, de manifestations,

dans une ou plusieurs villes du département.

Pour permettre de déterminer le moment le plus favorable, selon les conditions locales, ces manifestations auront lieu au cours des journées des 15, 16 et 17 mars 1968.

Pour faciliter la réalisation rapide de ces journées, dans chaque département, il est nécessaire que se réunissent les partis, syndicats, organisations et mouvements pour préparer en commun les manifestations et en déterminer les mots d'ordre.

Les 15, 16 et 17 mars 1968, dans tout le pays, des Françaises et Français affirmeront leur soutien du peuple vietnamien en réclamant :

— l'arrêt immédiat et inconditionnel des bombardements de la République Démocratique du Vietnam ;

— la reconnaissance du Front National de Libération comme seul représentant authentique de la population du Sud-Vietnam ;

— la fin de l'agression, le retrait des troupes américaines, la pleine indépendance pour le peuple vietnamien.

APPEL DE 18 ORGANISATIONS

Association d'Amitié Franco-Vietnamienne ; Christianisme Social ; Comité National d'Action pour le soutien et la victoire du peuple vietnamien ; Comité Vietnam National ; Confédération Générale du Travail ; Confédération Syndicale des Familles ; Etudiants Socialistes Unifiés ; Fédération des groupes « Témoignage Chrétien » ; Mouvement contre l'armement atomique ; Mouvement de la Jeunesse Communiste ; Mouvement de la Paix ; Parti Communiste Français ; Parti de la Jeune République ; Parti Socialiste Unifié ; Union des Femmes Françaises ; Union des Juifs pour la résistance et l'entraide ; Union Nationale des Etudiants de France ; Syndicat National de l'Enseignement supérieur.

Les Fédérations au travail

L'ALSACE

Les Bureaux Fédéraux des trois Fédérations du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et des Vosges se sont réunis à Colmar le samedi 24 février. Certes, le département des Vosges est rattaché à la Lorraine dans les régions programme, mais en fait, par ses problèmes économiques les Vosges sont plus proches de l'Alsace. Que l'on pense par exemple à l'industrie textile et à l'avenir des petites usines des vallées vosgiennes ; c'est bien là un problème commun aux trois Fédérations.

Après avoir confronté le potentiel militant et les méthodes d'intervention propres à chaque fédération, les bureaux ont mis au point un programme de travail : organisation d'un Colloque à Saint-Dié sur les « Problèmes du Massif Vosgien » les 20 et 21 avril ; visite de Michel Rocard dans les fédérations alsaciennes les 2 et 3 mai ; parution d'un bulletin intérieur aux trois Fédérations pour mieux faire circuler l'information et le travail des commissions.

Nouveau rendez-vous a été pris pour le 20 mars.

LA MANCHE

Une centaine de personnes avaient répondu à l'appel de la section de Cherbourg, le dimanche 18 février, dans le grand salon de l'Hôtel de Ville. Cette réunion était destinée à étudier les problèmes sociaux à la suite des dernières ordonnances. Roger Gires, Trésorier Fédéral, membre depuis plus de vingt ans du Conseil d'Administration de la Sécurité sociale, brossa un tableau de l'état précaire dans lequel se trouvent non seulement la Sécurité sociale mais tous les services de la Santé (soins, hospitalisation, accidents du travail). Il développa en contrepartie le projet de Service National de la Santé que propose le P.S.U.

Gérard Carles, membre du Bureau National du P.S.U., élargissant le débat traça un bilan de la situation économique et sociale et signala l'aggravation constante de la situation, sur le plan de l'emploi, des prix, des logements.

Les nombreuses questions posées par l'assistance permirent l'ouverture d'un vaste débat. La réunion se termina par l'adoption d'une motion commune.

L'ORNE

Le Congrès Fédéral s'est réuni à Alençon le dimanche 25 février en présence de Marc Heurgon. Le rapport du Secrétaire Fédéral Jacques Inrep a permis de mesurer les résultats obtenus depuis un an sur le plan de l'implantation : les effectifs ont plus que triplé. L'objectif de 100 militants pour la fin de l'année a été fixé. Il faut noter le développement de la section d'Alençon en particulier parmi les jeunes travailleurs et les étudiants du lycée. Autour de Flers et de la Ferté-Macé, les contacts établis, permettent d'attendre pour les prochaines semaines la structuration d'une nouvelle section.

Election

A la suite de la démission du maire et du décès d'un conseiller, il sera procédé le 24 mars prochain à une élection municipale partielle à Rouen. La section de Rouen au cours de sa dernière réunion a décidé à l'unanimité de présenter la candidature de Robert Dubreuil, secrétaire fédéral.

Calendrier

Jeudi 29 février, 11 h, Paris (44, rue de Rennes, Paris-VI^e). — Conférence de presse de la Fédération de Paris. Les élus P.S.U. du Conseil de Paris, Claude Bourdet et David Weil développeront les positions du P.S.U. sur les questions à l'ordre du jour de la prochaine session et qui concernent le Schéma Directeur de la Ville de Paris et l'aménagement du quartier des Halles.

Paris, 21 h. — Réunion du Groupe E.S.U. de Centrale avec Abraham Behar.

Cachan, 21 h (Salle de la Mairie). — Meeting organisé par le groupe E.S.U. de l'ENSET sur les conditions de la lutte anti-impérialiste avec Marc Heurgon et Pierre Naville.

Vendredi 1^{er} mars, Mantes-la-Jolie, 21 h (Bourse du Travail). — « Parents, maires, élèves, que faites-vous de vos écoles ». Débat

organisé par les sections P.S.U. de la région mantaise avec la participation de Robert Chapuis et de René Crozet.

Boulogne-sur-Mer, 21 h. — Dans le cadre de la semaine pour le Vietnam organisée par le C.V.N., Manuel Bridier participera à la séance de clôture.

Rennes, 21 h. — Réunion de la section E.S.U. avec Jean-Pierre Sarrazac.

Samedi 2 mars, Sartrouville, 21 h (Centre Culturel, place de la Gare). — « La Grèce après le coup d'Etat des colonels » avec Serge Mallet et M. Vassikilos.

Samedi 2 et dimanche 3 mars, Nantes. — Week-end de la section E.S.U. avec Jean-Pierre Sarrazac.

Nîmes. — Rencontre régionale du Languedoc-Roussillon sur les problèmes de l'emploi et l'action du mouvement ouvrier avec Jacques Malterre.

Lundi 4 mars, Lyon. — Meeting de la Fédération du Rhône avec Manuel Bridier. « Une réponse socialiste au défi américain ».

Mardi 5 mars, Tours. — Réunion de la Fédération d'Indre-et-Loire sur les problèmes économiques avec Jacques Malterre.

Vendredi 8 mars, Meaux. — Réunion d'information du P.S.U. avec Marc Heurgon.

Les 9 et 10 mars, Michel Rocard sera l'hôte de la Fédération des Bouches-du-Rhône, et Jacques Malterre participera à un week-end de travail en Meurthe-et-Moselle.

Accident

Victimes d'un accident de la route à Cuba, lors du congrès culturel de La Havane, l'écrivain Virgilio de Lemos se trouve toujours dans un état grave. Jacqueline Delange ne souffre que de légères contusions.

Nécrologie

Le 25 février s'est doucement éteinte dans sa 69^e année, Mme Denecker, mère de notre camarade Gérard Denecker, secrétaire fédéral de la Corrèze et membre du C.P.N.

Puisse l'assurance de notre amitié lui rapporter, ainsi qu'à sa famille, un peu de réconfort en une si douloureuse circonstance.

STAGES de Formation

LYON

Ecole Fédérale de Formation, Cycle 4, 49, Montée de la Grande Côte, Lyon (1^{er}).

Mardis 5, 12 et 19 mars, 20 h 30. Initiation au marxisme.

PARIS

Stage de Formation des E.S.U. 45 étudiants des différentes sections E.S.U. de la région parisienne ont participé aux soirées de formation animées par Manuel Bridier, Jacques Malterre et Pierre Naville.

Le stage se poursuit :

— *samedi et dimanche 2 et 3 mars (maison de la Roche-Dieu à Bièvres) : Recherche sur l'histoire du Mouvement ouvrier et sur l'état actuel de la gauche syndicale et politique, avec Marc Heurgon, Robert Chapuis et Philippe Laubreaux ;*

— *mardi 5 mars (20 h 30, 81, rue Mademoiselle) : « Le marxisme comme méthode d'analyse » avec Manuel Bridier.*

Réunion débat

LUNDI 11 MARS, à 20 h 45
Salle de la Justice de Paix,
MAIRIE DE CLICHY
LE PROGRAMME

ECONOMIQUE ET SOCIAL
DE LA GAUCHE AU POUVOIR
Comment transformer
d'une manière socialiste la société
française ?

avec la participation de :

Ludovic TRON,
sénateur, de l'Equipe
du Contre-Gouvernement F.G.D.S.
Jacques PIETTE,
du Comité Directeur de la S.F.I.O.
chargé des questions économiques.
Jacques MALTERRE,
économiste, membre du Bureau National
du P.S.U.

Cette réunion est organisée par le cercle « Tribune de la Gauche », 15, rue du Landy, 92 - Clichy.

L'esprit olympique

Les confusions de Monsieur Brundage

Marc Aubertin

Les X^e Jeux Olympiques d'Hiver qui viennent de se dérouler à Grenoble seront-ils les derniers du genre ? L'Olympisme cher à Pierre de Coubertin et à Avery Brundage, président du comité international olympique, va-t-il être relégué dans l'album aux souvenirs. Les Jeux de Grenoble ont eu le grand mérite de mettre l'accent sur le faitice esprit olympique, sur « ce rassemblement fraternel, loin des querelles politiques », cette conception aussi désuète que l'amateurisme pur cher aux membres du C.O.I.

Bref, si les Jeux Olympiques restent la plus grande manifestation sportive l'esprit même en est changé. Le « sport » neutre à l'abri des secousses politiques n'est qu'un leurre et les principes d'amateurisme font sourire les plus conciliants. Mais à l'heure où le Comité Supérieur du Sport en Afrique décide de boycotter le prochain rendez-vous olympique, les querelles sur l'amateurisme sont reléguées au second plan.

Jeux purs et durs

Pourtant les deux événements ne sont pas sans lien :

Au nom d'un olympisme d'une autre ère, M. Brundage prend la défense de l'amateurisme intégral, dénonce le ski de fond, édicte des règlements draconiens, réclame des jeux purs et... ouvre la porte à l'Afrique du Sud malgré son odieuse politique d'Apartheid.

Le problème du maintien des Jeux Olympiques dépasse et de loin, la querelle d'un nom de fabrique sur les skis. L'entrée de l'Afrique du Sud aux Jeux Olympiques remet en cause — nous le verrons plus loin — l'existence même de ce grand rendez-vous sportif, mais M. Brundage tempête. Je considère, précise-t-il, que la décision des pays d'Afrique est dictée par des considérations politiques qui n'ont pas de rapport avec le sport. »

Faut-il rappeler à ce vieil homme que cette politique qu'il semble fuir comme la peste est présente et d'une façon brûlante dans les questions sportives. L'Afrique du Sud condamnée par l'O.N.U. pour sa politique de ségrégation raciale a été exclue des Jeux Olympiques par ce même C.O.I. qui lui donne aujourd'hui l'absolution. Au nom de quels principes, les partisans de l'Apartheid sont-ils invités à réintégrer l'autel olympique ? Au nom du rassemblement mondial de la jeunesse, de ce havre de fraternité qu'est ou

devrait être la célébration d'une Olympiade ?

Ces propos sont vides de sens devant la réalité. Ces conflits qui bouleversent le monde, la ségrégation raciale aux Etats-Unis et en Afrique du Sud, la guerre du Vietnam posent des questions d'une acuité exceptionnelle. Isoler le sport, le désincarner au nom de l'idéal olympique c'est en fait masquer les vrais problèmes. M. Brundage s'attaque à la forme soit aux skis des champions, alors que c'est le fond même qui doit être bouleversé.

Comme le soulignait Maurice Vidal dans « Miroir-Sprint » : « Les marques de ski sont pourtant moins nocives que le racisme. »

...Ni ouvrier, ni artisan,
ni journalier...

M. Avery Brundage est un milliardaire américain qui a horreur de l'argent. C'est sans doute pourquoi il défend l'amateurisme intégral avec brio. Attaquant les pseudo-amateurs du ski alpin il déclarait modestement : « L'heure est venue de nous débarrasser de tous ceux dont la préoccupation essentielle est de gagner de l'argent ! Un argent qui est la source de tous les maux ! Ce serait émouvant si ce n'était grotesque. »

Mais arrêtons-nous quelques instants sur la notion actuelle de l'amateurisme. De M. Missoffe, ministre de la Jeunesse et des Sports aux représentants des clubs les plus populaires, l'unanimité est grande. Les compétitions d'un haut niveau réclament une spécialisation toujours plus grande, un automatisme, une précision du geste qui obligent l'athlète à un entraînement quotidien répété. Si Jean-Claude Killy était fidèle au poste de douanier 12 heures par jour, serait-il devenu triple champion olympique ? Les athlètes d'Etat Soviétiques comme les pseudos-universitaires américains seraient-ils les meilleurs du globe s'ils ne bénéficiaient pas de l'aide gouvernementale. En France même, les athlètes logés et nourris à l'Institut National des Sports possèdent un matériel ultra perfectionné pour leur entraînement quotidien. Bourse d'études pour les uns, manque à gagner, avantages de toutes natures pour d'autres, bref les notions d'amateurisme s'accompagnent de nombreux accommodements.

D'ailleurs comment en serait-il autrement ? L'invention de l'amateu-

risme date d'un autre âge. Cet art de vivre défini au siècle dernier par la gentry britannique était le plus bel exemple de discrimination sociale, puisqu'il définissait comme amateur « tout gentleman qui n'avait jamais pris part à un concours public ouvert à tout venant... qui n'était ni ouvrier, ni artisan, ni journalier ». C'était en 1866.

Le ridicule de cette doctrine qui est la base de la définition olympique, n'échappa pas plus tard, au baron Pierre de Coubertin, puisqu'il déclarait (1) : « C'est l'esprit sportif qui m'intéresse et non cette ridicule conception qui ne permet qu'aux seuls milliardaires de sacrifier au sport sans faire d'entorse à un dogme périmé. »

En 1936, il écrivait : « Il faudrait bien en finir avec cette confusion de l'olympisme qui est mien et de l'amateurisme qui est chose d'autrui. Que les Jeux ne soient pas faits pour la publicité des professionnels, soit, mais ils ne sont pas non plus conçus de façon à constituer un crible doctrinal ne laissant passer que ceux qui sont officiellement en règle avec des prescriptions d'un autre siècle. »

M. Brundage devrait méditer ce texte qui donne et montre l'hypocrisie du système olympique actuel.

Mais ces querelles sur la forme nous semblent bien lointaines devant

la décision du comité supérieur du Sport africain.

Réuni en session extraordinaire à Brazzaville, le comité exécutif au nom de 32 pays affiliés a décidé à l'unanimité de boycotter les Jeux Olympiques de Mexico, si la participation de l'Afrique du Sud était maintenue.

Ce forfait réduit les Jeux Olympiques à la dimension d'un tournoi (2) puisqu'un grand nombre d'athlètes de valeur seront absents. Citons : l'Ethiopien Bikila Abebe, champion olympique du marathon en 1960 et 64, le Kenyan Kipchoge Keino ex-recordman du monde du 5.000 mètres ; le Tunisien Gammoudi vainqueur de l'épreuve préolympique du 10.000 mètres l'an dernier ; de l'Ivoirien Kone, spécialiste du 100 mètres.

Mais la présence de l'Afrique du Sud aux Jeux Olympiques va probablement provoquer d'autres défections. Il est en effet inadmissible qu'un pays condamné par l'O.N.U. pour sa politique de ségrégation raciale soit présent à Mexico. □

(1) Pierre de Coubertin : « L'épopée Olympique » par Marie-Thérèse Eyquem (Calmann-Lévy).

(2) Il reste aussi à savoir si les pays socialistes, U.R.S.S. en tête acceptent de venir malgré la présence des symboles du racisme ; sans compter les réactions des Noirs Américains.

INTER-LIVRES

38 - 40, AV. DES GOBELINS, PARIS-13^e

commander tout livre
DISPONIBLE CHEZ LES EDITEURS

PAR TELEPHONE **535 - 08 - 46**
OU PAR LETTRE

VOUS LE RECEVREZ DANS LES
PLUS BREFS DELAIS PAR
COURSIER OU PAR LA POSTE

VOUS LE PAIEREZ MOINS CHER

● 10 % DE REMISE IMMEDIATE ● PRIME
DE FIDELITE ● PORT GRATUIT POUR
TOUTE COMMANDE SUPERIEURE A 50 F

VOUS LE PAIEREZ PLUS TARD

SUR FACTURE REÇUE CHAQUE MOIS

□ Du sport dans les livres

Remy Grillault

Pour le profane, comme pour l'auteur, le livre de Serge Lang (1), nous fait découvrir l'A.B.C. du ski et des autres sports d'hiver.

« On y trouve, dit Honoré Bonnet dans la préface, tout ce qui est indissociable dans ce sport, l'homme, la technique, le terrain, le matériel, la mécanisation, l'habitat. »

La longue marche du ski, depuis le ski Hoting, datant de 4.500 ans, la traversée du Groenland par le Norvégien Nansen en 1877, jusqu'à Guy Périllat champion du monde 1966, les écoles françaises et autrichiennes, aux essais en soufflerie, pour recherche de position et d'adaptation maximale, de l'équipement — la fabrication des skis — le fartage, les villages, les stations et les centres de ski, la prévention des accidents et dispositifs de sécurité, les compétitions nordiques et alpines, le hockey, la luge, le bobsleigh, le patinage, etc.

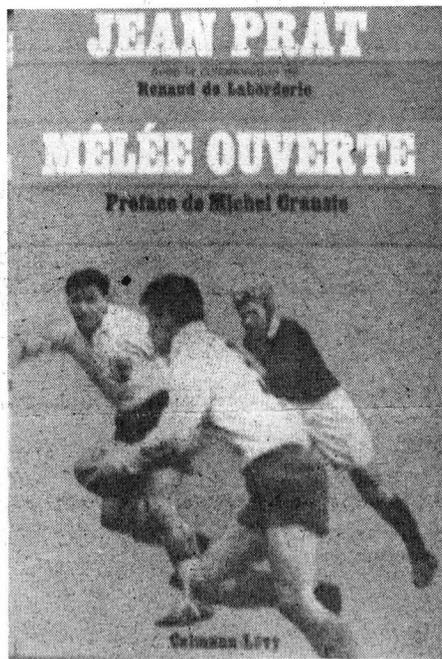
« C'est à la réglementation des congés à leur étalement, aux vacances d'hiver accordées par un nombre toujours plus important d'entreprises et d'établissements scolaires que le ski doit être devenu un sport accessible à la masse. » L'avant-propos de l'auteur semble bien optimiste. Peut-être est-ce la raison pour laquelle Serge Lang ignore les problèmes posés à l'industrie des loisirs, dans son luxueux dictionnaire.

**

« Dans les montagnes, le ski occupe la place des tournois du Moyen-Age, c'est à la fois l'une des rares possibilités d'affirmation de soi et la seule façon qu'ont les enfants du haut domaine, souvent pauvres, d'échapper à un destin médiocre (2)... Certaines gloires sportives permettent à de « grands reporters », de connaître les méandres d'une pauvre publication. La gouaille de Marielle, la tristesse de Périllat, reste... l'exploit : « l'actualité rend la bride à Jean-Claude Killy, si célèbre qu'on n'ose plus l'appeler Toutoune... »

**

Rentrant l'autre samedi de Collobes, après un France-Angleterre — bien mérité par nos amis Anglais — j'eus la curiosité de relire le livre de Jean Prat (3). La première impression restait bonne, la gentillesse du rude montagnard de Bigorre, cet amour du rugby le tenant fidèle au poste, malgré les manœuvres d'un



triste comité de sélection, tout cela affirme une grande retenue dans ses propos. Il suffit de repenser à ce glorieux F.C. lourdaise, aux Donec, Barthe, Guinle, Martine et Maurice Prat, à ce rugby complet qui amena la France, en 1954, à la tête du Tournoi des Cinq Nations, pour découvrir à quel niveau Jean Prat place le jeu. Nous aurions aimé découvrir les raisons pour lesquelles cette époque semble lointaine.

Faudra-t-il attendre son départ du comité de sélection ou... son deuxième ouvrage ? □

(1) « Le ski et autres sports d'hiver ». Editions Larousse. Collection vie active. 48,50 F.

(2) « Killy et les siens », par Georges Dirand et Pierre Joly. Editions Calmann-Lévy. 13,85 F.

(3) « Mêlée ouverte », par Jean Prat et Renaud de Laborderie. Editions Calmann-Lévy. 14,40 F.

□ Classiques pour militants

La Sécurité sociale et son avenir

Jacques Ferlus

Fidèle à la définition qu'elle s'est donnée, la collection « Société » présente « l'ouvrage d'un expert qui s'adresse aux citoyens ». L'expert se nomme Paul Hermand et, en spécialiste d'économie publique, il analyse la Sécurité sociale et fait des propositions pour son avenir (1).

La Sécurité sociale sera, pour longtemps encore, à l'ordre du jour et il sera de moins en moins possible d'en parler, d'avoir une opinion, sans un minimum d'information, de connaissance du sujet et du problème qu'il pose. Le livre de Paul Hermand peut largement y contribuer.

Dans une première partie, l'auteur analyse les principes, l'histoire, les structures de la Sécurité sociale « d'avant les ordonnances ». Tout au long des pages un mot revient constamment : *solidarité*. La Sécurité sociale ne s'explique, ne se comprend ne peut se pratiquer que si elle repose sur la solidarité des travailleurs. Tout cela est fort bien fait et astucieusement illustré par de nombreux tableaux facilement déchiffrables.

« Le progrès est chargé d'autres ambitions que de maintenir les droits acquis. » C'est sur cette phrase

que débute la deuxième partie dont le titre est aussi celui du livre : l'avenir de la Sécurité sociale. Selon l'auteur le revenu social doit augmenter plus vite qu'actuellement, il suggère un taux de 11% par an. Il devrait même dans les années qui viennent dépasser le taux d'augmentation du revenu national.

A partir de ces données, Paul Hermand fait un certain nombre de suggestions susceptibles de donner à la Sécurité sociale une plus grande efficacité et capables de donner toujours plus de garanties aux Français. Mais nous sommes devant l'œuvre d'un technicien et non celle d'un politique. L'avenir de la Sécurité sociale dépend d'un choix que doivent faire les gouvernants. Paul Hermand ne le fait pas à leur place. Il n'en rejette pas moins d'un seul bloc les ordonnances de l'été dernier, bien que son livre, sûrement rédigé avant leur publication, ne les prenne pas en considération. Cela manque peut-être un peu, mais pour bien comprendre toute la portée des ordonnances, il est nécessaire de connaître ce qui est présenté dans ce livre. □

(1) *L'avenir de la Sécurité sociale*. Paul Hermand. Collection Société. Editions du Seuil. 6 F.

□ A lire

TIERS MONDE

● **L'APARTHEID** : ses effets sur l'éducation, la science, la culture et l'information. UNESCO, 210 pages, 5,50 F.

Une étude indispensable pour comprendre la profonde « dépersonnalisation » des hommes de couleur subissant le joug de l'apartheid.

● **RENE LAURENTIN** : « Flashes sur l'Amérique latine ». Seuil, 139 p.

Une anthologie de la misère et des problèmes vitaux tels qu'ils peuvent apparaître à une « conscience chrétienne » dans trois pays de ce continent à la recherche de sa révolution : Brésil, Chili, Mexique.

● **« Le procès de Régis Debray »**. François Maspéro, 129 p., 5 F.

Contient notamment la très importante plaidoirie de R. Debray.

● **« Avec Douglas Bravo : dans les maquis vénézuéliens »**. François Maspéro, dossiers « Partisans », 76 p., 5 F.

Documents indispensables pour comprendre le débat entre les partisans des diverses formes de luttes en Amérique latine.

● **MOULOUD FERAOUN** : « Jours de Kabylie ». Seuil, 136 p.

Abattu par l'O.A.S., Feraoun était l'un des plus grands narrateurs algériens ; ces nouvelles le démontrent pour le plus grand plaisir du lecteur.

● **MAXIME RODINSON** : « Mahomet ». Seuil, coll. Politique, 378 p.

Biographie exemplaire du Père de l'Islam. Rodinson nous aide à comprendre le monde arabe, nous le défendons contre ses détracteurs.

● **JACQUES BERQUE** : « L'Égypte, impérialisme et révolution ». NRF, 746 p., 45 F.

Une somme qui va jusqu'à la révolution de 1962. Nous reviendrons longuement sur ce livre, sans lequel nos ignorances seraient excusées.

NOTRE SOCIÉTÉ

● **ROGER CANAC** : « La montagne ». Seuil, coll. PEC, 185 p.

Pas seulement celle de notre délabement, mais la montagne à « aménager » ; bref tous les éclairages sur une entité que la vie moderne regarde de manière nouvelle.

● **RAYMOND LEDRUT** : « Sociologie urbaine ». PUF, 222 p., 9 F.

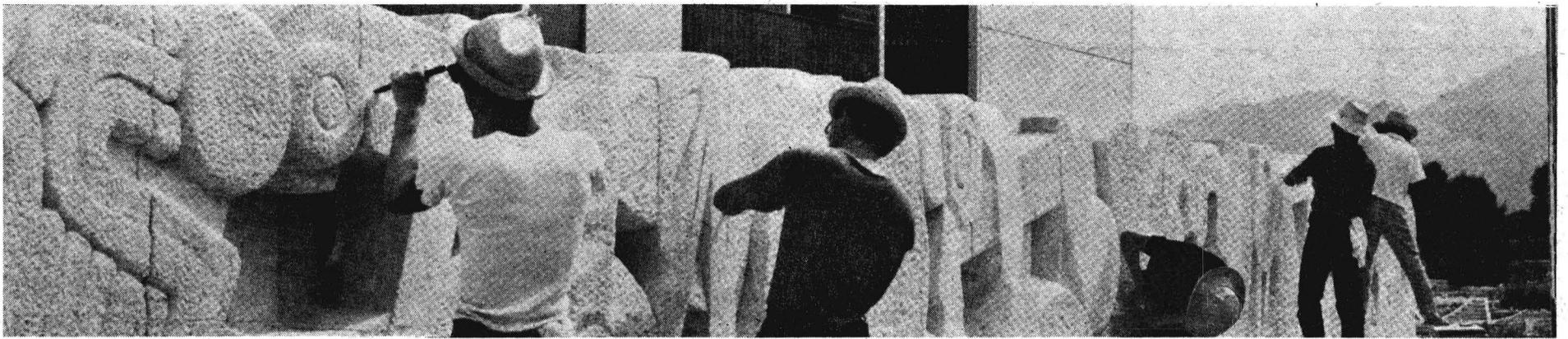
Excellente vulgarisation où sont abordés tous les problèmes du développement des villes et qui servira d'introduction à d'autres ouvrages plus complexes.

● **GEORGES ELGOZY** : « Automation et humanisme ». Calmann-Lévy, 380 p., 21,90 F.

L'envers et l'endroit de l'automation vus par un brillant « sujet de la technocratie » qu'il convient de lire avec circonspection mais qui se lit avec intérêt.

● **ANDREW SHONFIELD** : « Le capitalisme d'aujourd'hui ». NRF, 494 p., 37,50 F.

Une passionnante étude des divers « capitalismes » depuis la guerre. L'auteur, journaliste britannique de renom, trace un bilan comparatif du rôle des secteurs publics et de la planification dans nos régimes. On reparlera de Shonfield en indiquant également nos points de désaccord.



Les jeux de Grenoble

La fête sportive et culturelle

Dominique Yvoire

Le déroulement des X^{es} Jeux Olympiques d'Hiver aura été l'occasion d'une explosion sportive et culturelle à laquelle on a rarement coutume d'assister, singulièrement dans une ville de province. Même brièvement, l'événement mérite que l'on s'y arrête pour en explorer quelques-unes des leçons, du moins parmi les plus immédiates.

L'urbanisme, ce capital le plus précieux

On ne reviendra pas ici sur la description des divers équipements, aussi bien sportifs que culturels mis en place à Grenoble pour les Jeux. Ce qui nous paraît par contre nécessaire de dire, c'est la manière dont ces équipements collectifs sont devenus vivants, la manière dont ils ont été habités par une population pour laquelle ils avaient été théoriquement conçus.

Il est frappant que l'audience ait été aussitôt très grande, s'agissant du Stade de Glace ou de la Patinoire, des voies de circulation, rien là qui étonne ; on est cependant beaucoup plus surpris de l'affluence considérable à la Maison de la Culture ou bien encore au nouveau centre socio-culturel créé au bénéfice du Village Olympique (destiné à être transformé en H.L.M.). Il est ainsi démontré que la population d'une ville aussi avancée que Grenoble éprouvait le plus grand besoin d'équipements satisfaisant ses aspirations culturelles. Le fait que toutes les autres villes de France accueilleraient avec un égal bonheur ce que l'on a réalisé à Grenoble et que l'on n'aura pas réalisé ailleurs témoigne avec éloquence du chemin à parcourir pour équiper nos villes de manière convenable.

L'autre leçon que l'on a pu observer découle du déplacement des polarisations au sein de la ville ; le vieux centre perd progressivement de son importance tandis que les lo-

calisations comme celle de la Maison de la Culture commencent à drainer des flux de population. Cependant cette mutation urbaine apparue avec forte netteté durant la période olympique n'est pas en soi une réponse à l'animation sociale et culturelle qui doit être celle des cités modernes. Il est nécessaire de s'interroger sur les couches de population qui bénéficient du remodelage urbain sous l'influence des équipements collectifs : s'il est certain qu'il ne s'agit plus seulement de la bourgeoisie traditionnelle qui perd petit à petit ses sites prédominants ; il n'est pas certain par contre que le type de culture proposé ne crée pas à son tour un clivage qui dégage une sorte d'intelligentsia, à terme seule bénéficiaire des nouveaux équipements. Le choix des spectacles présentés pour les débuts de la Maison de la Culture de Grenoble autorise une amorce de réponse à une question vitale mais qu'il ne faudrait pas fermer trop rapidement.

Béjart oui mais, Butor, non !

Une véritable querelle entre anciens et modernes qui avait pris pour prétexte un symposium de sculptures d'avant-garde a constitué la toile de fond devant laquelle s'est déroulée la quinzaine culturelle que Grenoble vient de vivre. Les jugements artistiques s'affrontèrent-ils vraiment ?

En vérité le fond du débat ne portait pas sur la valeur esthétique d'œuvres dont certaines m'ont plus accroché que d'autres comme celles de Mizui, Calder, Szekely, Patkai ou Lardera ; il portait exclusivement sur le fait de savoir s'il fallait ou non faire éclater le vieux carcan culturel de la ville et sur le fait peut-être encore plus grave aux yeux des conservateurs d'autoriser une municipalité à jouer un rôle moteur dans la politique culturelle de la cité.

Selon que l'on se rangeait parmi les partisans ou les adversaires du sym-

posium, l'on se retrouvait tout naturellement partisan ou adversaire de l'ensemble du combat culturel de Grenoble et tout particulièrement de la Maison de la Culture.

Ce serait pourtant schématiser que de s'en tenir à ce seul aspect des choses, car l'on peut bien être très favorable à l'expérience lancée à Grenoble, reconnaître les mérites d'un bâtiment bien loti en équipements de spectacles et de fonctions annexes, se féliciter de l'adhésion du public et en même temps s'interroger sur les premières œuvres présentées !

Ouvrir sur Béjart, l'idée était non seulement séduisante, elle portait avec elle des gages sérieux de succès. Béjart est sans doute le premier chorégraphe à avoir pensé son art dans l'optique d'un vaste public. Les qualités de ses danseurs qui en font d'excellents acteurs, la maîtrise et l'équilibre de sa troupe, la vigueur de ses traits qui n'exclut pas l'érotisme mais écarte le malaise et les ambiguïtés ; autant de facteurs quasi universels propres à provoquer l'approbation d'un public souvent tenu à l'écart des démarches d'avant-garde. Avec « Ni fleurs, ni couronnes » sur une musique de Tchaïkovski, Béjart gagne en exorcisant le classicisme et en démontrant que la danse est de tous les temps pour peu que l'on se donne les moyens de l'accorder avec les préoccupations de son propre temps.

Avec « Le Voyage » sur une musique concrète de Pierre Henry, déjà créé en Allemagne il y a quelques années, Béjart oscille entre la force et le doute. Jorge Donn est un danseur-acteur d'une vive intensité qui communique avec le public à l'aide de moyens simples ; mais tout le contexte du ballet baigne dans une atmosphère frelatée où se retrouvent pêle-mêle Léonor Fini, la philosophie hindouïste, un baroque qui n'est peut-être qu'un maniérisme.

Cette même incertitude nous l'avons retrouvée dans le « Baudelaire » où Béjart a su créer de très forts moments en utilisant les éléments tournants de la célèbre salle de l'architecte Wogenski, mais où il a aurolé le poète des « Fleurs du mal » de stéréotypes dont on ne voit pas très bien ce qu'ils apportent ni à la gloire, ni à la compréhension de Baudelaire. Jusqu'ici cependant le public marche avec beaucoup d'enthousiasme et sans doute une pointe

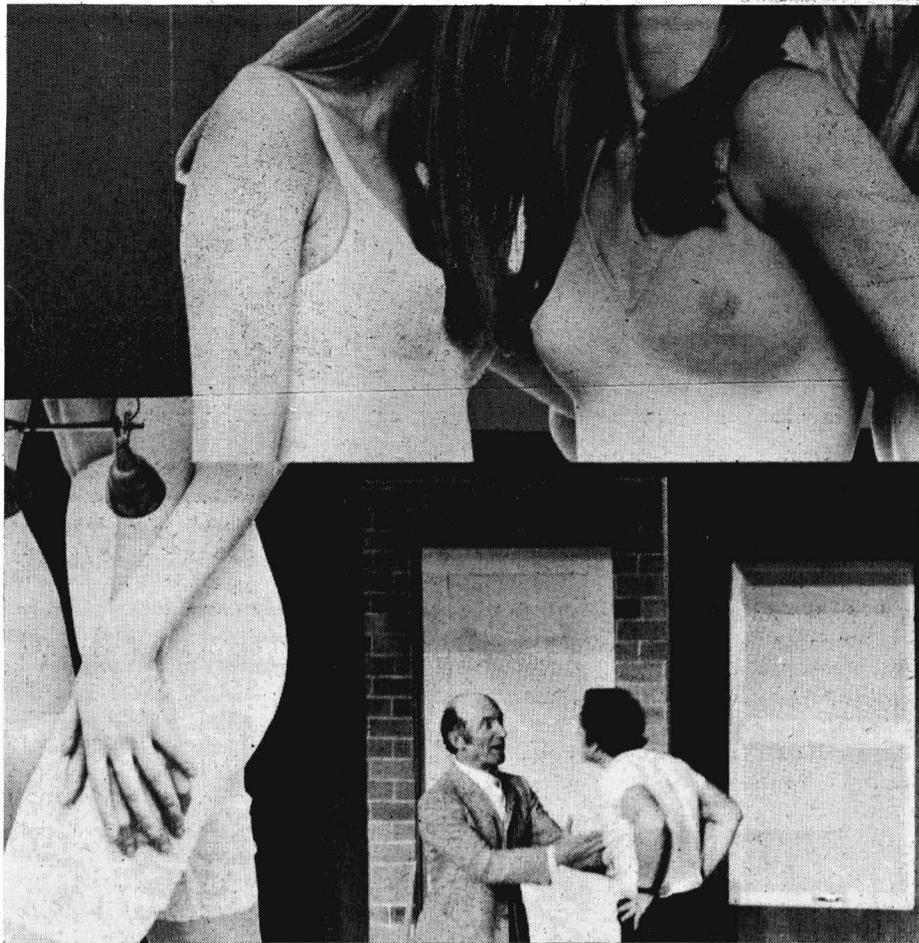
d'interrogation. L'escalade de modernisme n'est pas exempte de gratuité et elle paraît refouler trop abruptement le passé qui n'est sans doute pas si vain et qui en tout cas aide le public à saisir le présent.

Cette appréhension, la présentation de « 6 810 000 litres d'eau par seconde » de M. Butor devait la faire éclater. On ne s'arrêtera pas ici à démontrer la faiblesse de l'œuvre théâtrale pas plus que la terne mise en scène de Bernard Floriet. Ce qui nous semble important c'est la contradiction dans laquelle se place désormais la Maison de la Culture de Grenoble.

Combattant pour le renouveau culturel elle en présente une image trop vulnérable à la critique pour que ne soient pas confondus les cris des conservateurs et des modernes déçus. Demain pour rattraper le coup, ne faudra-t-il pas se rabattre avec démagogie sur une œuvre classique, s'interdisant par précaution toute recherche alors que la recherche légitime l'erreur ! Et enfin l'on n'est pas sans se demander si à vouloir forcer coûte que coûte le passage à un Butor sans âme, l'on ne se prépare pas à décourager un public populaire qui risque rapidement de tourner le dos à la Maison de la Culture s'il éprouve l'impression qu'elle est réservée à une nouvelle élite, nouvelle mais pas moins élite.

Ne jetons pas le manche après la cognée, Grenoble a entamé une difficile partie, après d'autres villes mais sans doute à un niveau plus élevé. Un relatif échec ne doit pas conduire à désespérer de l'entreprise mais à s'interroger sur ses causes, en se gardant des diverses tentations de l'extrémisme.

Le sport dont il est question dans un article précédent a sans doute orienté Grenoble olympique vers quelque chose de plus évident, de moins discutable. Il aura démontré qu'une certaine perfection alliée à la prouesse technique et à la signification du geste physique aboutissait à une forme de spectacle auquel les hommes d'aujourd'hui sont peut-être plus sensibles que jamais. Entre la sûreté classique mais parfois limitée du sport et la recherche culturelle parfois vaine et gratuite, se situe la voie moyenne du loisir au sens noble du terme. Grenoble en aura fourni des échantillons, à quand une réalisation plus complète ? □



Olivier Hussenot et René Marard.

Photo René Basset

Théâtre

Villeurbanne ou l'Opéra de Vienne

Bernard Sizaïre

La saison précédente ayant paru trop austère aux habitués du Théâtre de la Cité, Planchon s'est orienté délibérément vers la comédie, reprenant cette année deux de ses anciens succès (Tartuffe et Les Trois Mousquetaires) pour encadrer sa dernière pièce « Dans le vent... GRRR... »

S'il revendique avec insistance l'héritage du boulevard, c'est que Planchon estime les ficelles du vaudeville naturellement adaptées à l'illustration de la turbulence absurde de notre société. Mais cet univers inconsistant, où névrosés, barbouzes et beatniks évoluent entre la déesse « Pilule » et le dieu « L.S.D. » n'est pas totalement dépourvu de poésie. Poésie un peu mièvre sans doute, qui jaillit moins de la rencontre inatten-

due de personnages grotesques que de la gentillesse avec laquelle l'auteur les traite. Pourtant cette absence de méchanceté devient faiblesse dans la mesure où elle amollit une caricature qui nécessitait les férocités conjuguées de Murray Schisgal et de Jerry Lewis.

Je ne m'étendrais pas plus longtemps sur ce spectacle s'il n'était révélateur des orientations et des problèmes actuels du Théâtre de la Cité. Face à des difficultés financières croissantes, le théâtre de Villeurbanne, un des hauts lieux de l'art dramatique français, adopte une politique discutable de vedettariat et de limitation du répertoire.

On peut d'abord se demander si la qualité de « Dans le vent » est de nature à justifier la seule création théâtrale de la saison 1967-1968 et si le système d'abonnements ne risque pas de favoriser artificiellement la carrière d'œuvres médiocres.

Plus inquiétante encore nous paraît être l'option qui consiste à préférer l'engagement de vedettes parisiennes coûteuses à la formation d'acteurs débutants. Sans discuter le ta-

lent confirmé et onéreux de Michel Auclair, de Françoise Christophe, de Pascale Audret ou d'Olivier Hussenot, il faut avouer qu'il grève le budget au détriment de la création. Il y a là un besoin de sécurité respectable (mais étonnant de la part d'un des plus audacieux pionniers de la décentralisation) qui peut nuire, à la longue, au dynamisme créateur local.

J'ai peut-être la nostalgie de l'aventure incertaine et exaltante du

Théâtre de la Comédie (1), mais je ne suis pas sûr que le Théâtre de la Cité ait intérêt à appliquer la politique de l'Opéra de Vienne. Ce n'est pas en sacrifiant son répertoire au vedettariat que Planchon empêchera les pouvoirs publics de lui marchander l'aide légitime qu'il réclame. □

(1) Premier Théâtre de Planchon (100 places) à Lyon, occupé aujourd'hui par Le Cothurne de Maurice Maréchal et Jean Sourbier.

L'art des Milanais

Claude Glayman

Que d'adjectifs élogieux pour le « Piccolo Teatro de Milan » ! La presse en a été emplie comme rarement elle l'est et il faut bien reconnaître que ce frère jumeau de notre TNP mérite plus de louanges que son homologue de Paris. Dans la pièce de Goldoni qu'il présentera dans diverses villes de France, après Paris et sa banlieue, il fait preuve d'une perfection et d'une égalité dans la qualité dont on n'a pas d'exemple ici et qu'il faut rattacher aux troupes du Berliner ou de Peter Brook.

Les scènes se succèdent traitées comme autant de petits tableaux d'époque, pleines de vie, de mouvement, de couleurs, de sons ; conduites par des acteurs parfaitement au point depuis le maquillage légèrement caricatural jusqu'à une gesticulation rigoureusement dominée et orientée. Comment oublier l'héroïsme de Béatrice, l'exaltation de Florindo qui a l'ampleur d'un Scaramouche, ou le maniérisme conscient de Clarice, autant de personnages cernés, habités, interprétés avec intelligence.

Pourtant malgré ces vertus que l'on voit rarement s'animer sur nos scènes, je conserve une impression de vieillissement et qui plus est, comme le sentiment d'un véritable contre-sens. Quitte à me désolidariser des pages admiratives de Bernard Dort sur le Piccolo, il me semble que la formidable explosion sociale contenue dans l'œuvre de Goldoni — au demeurant une grande pièce — est passablement édulcorée au profit de la parodie dont le jeu d'Arlequin constitue la preuve la plus éloquente.

Arlequin est le frère de Sgnanarelle, des valets de Marivaux ou de

Figaro de Beaumarchais, il témoigne pour les gens du peuple, étalant sa faim, sa simplicité pleine d'ingéniosité, sa sentimentalité, mais il est également tout frémissant de la liberté qu'il n'a pas. Sans schématiser on peut bien dire que toutes ces variations menées autour du valet et du maître ressemblent comme une goutte d'eau à des commentaires tragico-comiques sur la lutte de classes. Et Arlequin plus que tout autre puisqu'il est l'exploité de deux maîtres, qu'il roulera certes, mais jusqu'à quel point ?

Il fallait que cette dimension essentielle chez Goldoni se dessine dans la mise en scène, or celle-ci a parié sur le rire bon enfant comme si le social comptait pour du beurre. D'où cette impression permanente de distance, cette persuasion à notre intention de ne pas y croire, cette volonté de nous faire marcher dans la « commedia dell'arte » d'Arlequin. Quelle que soit l'invention de Ferruccio Soleri qui parvient à communiquer un texte italien incompris de la majorité des spectateurs ; quels que soient les interludes réalistes entre les scènes, la signification sociale de Goldoni est tournée, là où le rire naissait de lui-même et là où l'on cherche à le faire passer par des données extérieures à la pièce. Indépendamment de la valeur incontestable de la troupe, il y a là une erreur manifeste comme on en rencontre au TNP ou en de nombreux autres lieux de théâtre populaire. Il faudra un jour s'expliquer là-dessus ! □

« Arlequin serviteur de deux maîtres » de Goldoni, mise en scène de Giorgio Strehler, présenté au T.E.P. puis ensuite à Auberwilliers et à Saint-Denis.

Semaine TV

● **IMAGES ET IDEES.** — Quatrième et dernière partie des « Carnets Brésiliens » ramenés par le cinéaste Pierre Kast. Au sommaire : L'Amazonie moderne, terre de civilisation industrielle et du bulldozer. Le Nord-Est du Brésil, vu à travers les films de Glauber Rocha, Ruy Guerra, Nelson Pereira dos Santos. (Dimanche 3 mars, 2^e chaîne, 18 h.)

● **IL POSTO.** — Ce film d'Ermanno Olmi, satire douce-amère de la bureaucratie dans une manière héritée du néo-réalisme.

obtient le prix de la Critique du Festival de Venise.

(Lundi 4 mars, 2^e chaîne, 20 h 35.)

● **LE FIL ROUGE.** — Cette pièce a été écrite d'après les notes prises par Martha Freud, sur le cas authentique d'Elisabeth Von qui devait conduire son mari à formuler les bases de la méthode psychanalytique. Curd Jurgens est Sigmund Freud. Avec Michel Etcheverry et Françoise Rosay. (Mardi 5 mars, 1^{re} chaîne, 20 h 50.)

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Prima della rivoluzione

V.O.

21 FEVRIER L'UNEF RELANCE L'ACTION SUR LE VIETNAM



En lettres de feu au-dessus du Quartier Latin

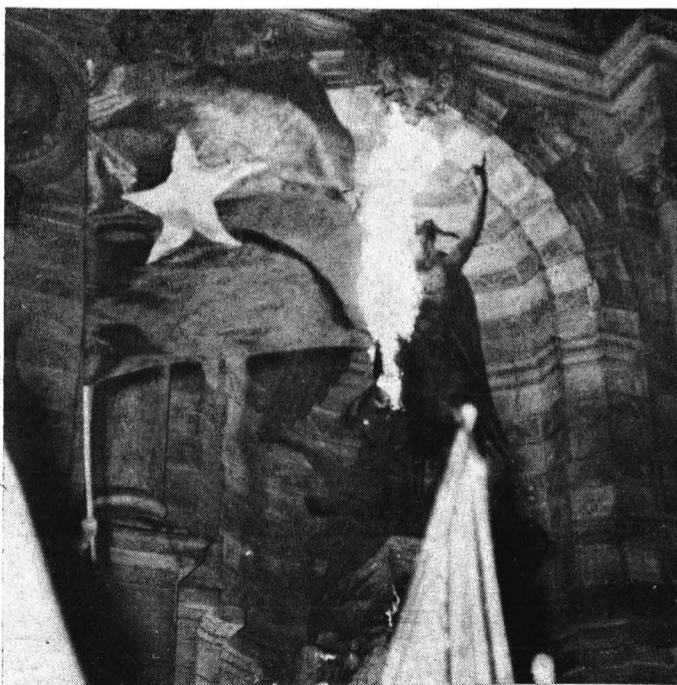
On pouvait s'interroger. Le 21 février, traditionnelle journée de solidarité des Jeunes et des Etudiants contre le colonialisme et l'impérialisme, revêtirait-il en 1968 l'importance que commandait la situation au Vietnam, les succès remportés par l'offensive du F.N.L., l'accroissement de l'escalade U.S. ?

L'UNEF et le SNE-Sup ont osé et ont gagné. A leur appel, pendant plusieurs heures le Quartier Latin a vécu à l'heure du Vietnam : le drapeau F.N.L. a flotté sur la Sorbonne, le boulevard Saint-Michel est devenu la rue du Vietnam héroïque, l'ex-lycée Saint-Louis a été baptisé lycée Nguyen Van Troi. Ce sont là des

signes qui ont profondément marqué l'opinion. 10.000 étudiants et jeunes ont organisé la manifestation la plus importante qu'ait connue le Quartier Latin depuis la guerre d'Algérie. En s'associant à ces actions, le Comité Vietnam National, les ESU, la JCR et l'UEC ont contribué à lui donner une vaste ampleur.



La place de la Sorbonne à l'heure du Vietnam



Devant l'arche de la place Saint-Michel, un mannequin représentant Johnson brûlé devant le drapeau du F.N.L.



19 heures. Boulevard Saint-Michel. Plus de 10.000 manifestants à l'appel de l'UNEF et du SNE-Sup

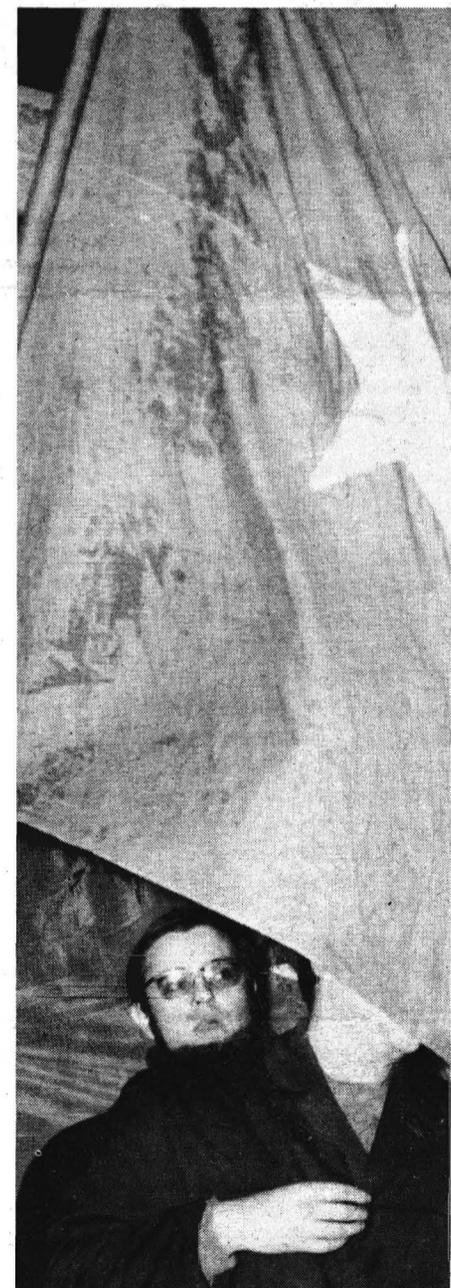
Deux meetings avec la participation du PSU

● Le mardi 20 février à l'appel du C.V.N., du P.S.U. et du M.C.A.A. (11^e-12^e et 20^e arrondissements de Paris), 200 personnes se sont rassemblées dans une réunion pour la victoire du peuple vietnamien. Denis Berger a souligné l'enjeu de la guerre du Vietnam et le lien qui existe entre le combat du F.N.L. et le nôtre ; il a fortement marqué l'urgence de la lutte contre l'alliance atlantique, non seulement sous sa forme militaire (OTAN) mais aussi et surtout sous ses formes économiques.

Claude Bourdet puis Jean-Marie Vincent ont souligné la situation entièrement nouvelle créée par les victoires du Front de Libération. Après l'intervention d'un camarade vietnamien, le Président de l'Association des Etudiants Guadeloupéens a dénoncé les formes de l'impérialisme français

● Le mercredi 21 février, tandis que Jean-Marie Vincent prenait la parole dans un meeting du C.V.N. à Lyon, Manuel Bridier était à Toulouse l'invité du Comité de Coordination Anticolonialiste (organisations

étudiantes de France et du tiers monde - P.S.U.). 250 personnes se pressaient dans la Salle du Sénéchal pour examiner le problème de la lutte armée comme réponse à l'impérialisme. Manuel Bridier insista fortement sur notre solidarité avec les mouvements armés du tiers monde mais par dessus tout sur la nécessité de donner à notre combat en Europe les formes appropriées à la situation actuelle, c'est-à-dire une lutte sur le terrain économique et social contre les structures capitalistes.



Photos A.F.P.

M. Peraud, président de l'UNEF, clôture la manifestation